



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Début effectif des cours à l'université de Kintélé

En attendant l'inauguration prévue le 5 février, l'université Denis-Sassou-N'Guesso à Kintélé a officielle-

ment démarré les enseignements à l'institut supérieur des sciences géographiques, environnement et aménagement, et l'Institut supérieur d'architecture, urba-

nisme, bâtiments et travaux publics. [Page 5](#)

PRÉSIDENTIELLE MARS 2021

Les évêques entrent dans la danse



Dans une déclaration en plusieurs points, intitulée : « Message des évêques du Congo sur les élections de mars 2021 » rendue publique, le 2 février, la Conférence épiscopale du Congo mène un plaidoyer fort imagé sur les conditions d'organisation de cette

élection et sur la situation globale du pays. Pour ce qui est de la présidentielle, elle exige que soient remplis certains impératifs qui, aux yeux des évêques, seraient loin de l'être à deux mois du scrutin. [Page 3](#)

Albert Oniangué se déclare candidat

L'ancien officier supérieur de l'armée congolaise, le colonel à la retraite, Albert Oniangué devenu pasteur évangéliste a annoncé hier sa candidature à l'élection présidentielle du 21 mars 2021.

« J'ai décidé de me porter candidat à l'élection présidentielle du 21 mars prochain, avec une seule ambition : apporter à mon pays un souffle nouveau, une énergie nécessaire à son redressement et des solutions à la crise profonde qu'il traverse », a déclaré, au cours d'une conférence de presse, l'ex aide de camp des présidents Jacques Joachim Yhombi Opango et Denis Sassou N'Guesso. [Page 3](#)



FOOTBALL

Congo : capitaliser sur les acquis du Chan

À défaut d'atteindre les objectifs fixés au Cameroun, à savoir se qualifier pour les demi-finales, les Diables rouges se sont arrêtés, comme en 2018, en quarts de finale dans les conditions identiques. En effet, le souhait des Congolais est, après une participation successive aux trois dernières éditions, de capitaliser sur les acquis du onze national pour enfin réussir à franchir un palier lors de la prochaine phase finale du Chan. [Page 16](#)

Éditorial

Et le Pape François...

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Et le Pape François ...

Le moins que l'on puisse dire, après avoir lu mot par mot, ligne par ligne, phrase par phrase le « Message » sur les élections de mars 2021 que les Evêques du Congo diffusent aujourd'hui et que nous résumons dans les colonnes de ce quotidien, est bien que le fait de confondre la morale et la politique, la religion et la gouvernance publique ne saurait être perçu, à la veille d'une échéance électorale majeure, de façon positive par l'opinion publique congolaise dans son ensemble.

Certes, les partis et les formations qui prônent la non tenue, le 21 mars prochain, du premier tour de ce scrutin se réjouiront sans doute avec éclat que les autorités catholiques de notre pays aient choisi de se ranger bruyamment à leur côté dans le rejet du calendrier fixé par la Constitution, mais la majorité de la classe politique et les nombreux citoyens qui la soutiennent depuis des années en seront évidemment choqués. Ceci d'autant plus que les arguments avancés pour justifier ce rejet sont très précisément ceux que l'opposition dite « radicale » avance depuis des mois.

Qu'il nous soit permis, à nous qui observons la scène congolaise et qui rendons compte jour après jour sans les déformer des faits qui marquent le temps présent, qu'il nous soit donc permis d'écrire qu'en se rangeant clairement au côté d'un camp politique les évêques du Congo projettent de l'Eglise catholique l'image dépassée, obsolète, que le Pape François s'attache à effacer depuis sa prise de fonctions au sommet du Vatican le 13 mars 2013. Ayant lui-même vécu des temps difficiles en sa qualité d'archevêque de Buenos Aires, la capitale de l'Argentine, le successeur de Benoît XVI sait mieux que quiconque à quel point la politique peut perturber l'action humaine de l'Eglise catholique et c'est pourquoi il s'emploie non sans mal à en moderniser aujourd'hui les structures.

Dans le temps très particulier que nous vivons, nous Congolais et de façon plus générale nous Africains, il revient aux grandes religions, qu'elles soient monothéistes ou polythéistes, de se concentrer sur les questions essentielles dont dépend le progrès humain : la liberté, la démocratie, l'éducation, la fraternité, le dialogue, la santé. Et, par conséquent, d'éviter de s'enfermer dans des débats politiques qui ne peuvent qu'écorner, salir même leur image.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉKOUMOU

Le MAR sensibilise les femmes à la révision des listes électorales

Une délégation du bureau politique du Mouvement action et renouveau (MAR) conduite par son commissaire politique, Irène Mboukou-Kimbatsa, a entamé le 29 janvier une campagne de masse dans le département de la Lékoumou, pour exhorter les femmes à s'enrôler.



Rencontre du commissariat politique et des militants du MAR/DR

Le MAR a sillonné tous les cinq districts de la Lékoumou, à savoir Komo, Bambama, Zanaga, Mayéyé et Sibiti, chef-lieu de ce département, pour mobiliser les femmes à participer à la révision des listes électorales. A chaque étape, le parti a présenté aux femmes l'importance de l'opération ainsi que son enjeu dans le processus électoral. Pour ce faire, la commissaire politique du MAR les a invitées à s'enrôler. L'objectif de ce parti de la majorité présidentielle est de pousser les femmes de la Lékoumou à inscrire leurs noms sur les listes électorales afin qu'elles participent librement au scrutin présidentiel du 21 mars prochain, au même titre que toutes les autres femmes du Congo.

« Nous avons ciblé les femmes parce qu'elles sont au cœur de la cellule familiale. Lorsqu'elles sont sensibilisées, elles ont la facilité de convaincre leurs enfants, petits-fils et leurs époux. Au-delà de tout, nous voulons préparer ces femmes qui constituent la couche la plus nombreuse à accomplir leur droit

civique au même titre que les hommes, au profit du candidat de la majorité présidentielle », a souligné Irène Mboukou-Kimbatsa.

Ainsi, pour garantir le succès de la révision des listes électorales dans la Lékoumou, les responsables du MAR ont invité les femmes à déclarer leurs enfants en âge de maturité, à orienter les plus âgés vers les centres d'enrôlement mais aussi à signaler les décès enregistrés dans leurs familles auprès des délégués des centres d'enregistrement.

Les doléances

Dans tous les chefs-lieux de districts, les femmes de la Lékoumou ont pris l'engagement de s'inscrire sur les listes électorales. Cependant, elles ont émis quelques soucis qui perturbent leur vie quotidienne. Ces femmes ont évoqué, entre autres, le manque de centres hospitaliers dignes et du personnel de santé qualifié et bien d'autres services sociaux de première nécessité.

« Nous nous engageons à nous inscrire sur les listes électorales

afin de voter le candidat de votre choix. Mais lorsque vous atteignez votre objectif, vous nous oubliez. Ici à Bambama, tout comme dans les autres chefs-lieux de districts, nous n'avons pas de centre hospitalier digne, les écoles manquent d'enseignants qualifiés et nos routes sont difficilement accessibles. Nous ne vivons que des activités agricoles mais les éléphants ravagent nos cultures sans une réparation de la part de l'Etat qui les protège », a regretté Sidonie Pou, une veuve rencontrée à Bambama.

Rappels que le MAR est une formation politique de la majorité présidentielle. Il est dirigé par Serge Bouity Viaudo. Irène Mboukou qui est envoyée comme commissaire politique dans la Lékoumou est aussi conseiller du président de la République, chef du département agriculture, élevage, pêche et développement rural. Elle est docteur, ingénieur agro-écologie et maître-assistant à l'Université Marien-Ngouabi.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2021

Albert Oniangué se porte candidat

Colonel à la retraite, le pasteur Albert Oniangué a annoncé le 1^{er} février, au cours d'une conférence à Brazzaville, sa candidature à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

« J'ai décidé de me porter candidat à l'élection présidentielle du 21 mars prochain, avec une seule ambition : apporter à mon pays un souffle nouveau, une énergie nécessaire à son redressement et des solutions à la crise profonde qu'il traverse », a déclaré l'ancien aide camp du feu président Jacques Joachim Yhombi Opango et du président Denis Sassou N'Gusso. Plaçant sa candidature sous le signe du rétablissement de l'ordre moral et de la justice sociale, Albert Oniangué se veut être un homme de foi, de réflexion et d'action. Son projet de société sera placé sous le triptyque : foi, pensée et action. « Ma candidature n'est pas le fruit d'un calcul politicien, c'est la réponse à un appel que je ressens au plus profond de moi-même et auquel je ne puis me dérober. Elle s'inscrit dans la perspective du redressement de notre pays en privilégiant le rétablissement de l'ordre moral et en mettant en place un



Albert Oniangué/Adiac

nouveau contrat social fondé sur la justice et l'équité... », a expliqué le candidat déclaré. Albert Oniangué a invité les Congolais à se faire inscrire sur les listes électorales afin d'accomplir leur droit civique le 21 mars prochain. Interrogé sur ses chances de gagner, le candidat a estimé que Dieu n'échoue jamais et il y a un défi à relever pour la nation. « Il y a quelque chose qui me

presse, c'est un mandat divin. Cela me presse pour pouvoir apporter des solutions avec l'aide de Dieu. Si je me suis décidé à être candidat, c'est que j'ai regardé tous les contours possibles. D'aucuns pourront dire qu'il y a une machine électorale qui est maîtrisée, d'autres diront que vous n'avez pas un parti politique, je suis un candidat des Congolais », a-t-il poursuivi.

Né le 15 octobre 1954 à Boun-dji-Atsé, dans le département de la Cuvette, Albert Oniangué est un ancien enfant de troupe (AET). Il se présente à cette élection comme, a-t-il dit, un homme neuf ayant une ambition pour le Congo. « D'apparence, j'arrive comme un saut dans l'inconnu, mais c'est cela le domaine de la foi. La foi, c'est une assurance des choses qu'on espère mais une démonstration des choses qu'on ne voient pas. Je vais avec la foi à un Dieu vivant et ce Dieu-là ne me décevra jamais », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

« D'apparence, j'arrive comme un saut dans l'inconnu, mais c'est cela le domaine de la foi. La foi, c'est une assurance des choses qu'on espère mais une démonstration des choses qu'on ne voient pas. Je vais avec la foi à un Dieu vivant et ce Dieu-là ne me décevra jamais »

Les évêques entrent dans la danse

A quelques semaines de la présidentielle du 21 mars, la Conférence épiscopale du Congo revendique clairement son intérêt pour la chose politique.

Dans une déclaration en plusieurs points, intitulée : « Message des évêques du Congo sur les élections de mars 2021 » rendue publique, le 2 février, la Conférence épiscopale du Congo mène un plaidoyer fort imagé sur les conditions d'organisation de cette élection et sur la situation globale du pays. Pour ce qui est de la présidentielle, elle exige que soient remplis certains impératifs qui, aux yeux des évêques, seraient loin de l'être à deux mois du scrutin.

Les dix prélats signataires de la déclaration sont en poste à Brazzaville et à l'intérieur du pays. Ils ont motivé leur sortie par le « devoir qui incombe à l'église de scruter à tout moment les signes des temps ». Rappelant qu'au Congo les élections débouchent souvent sur des troubles sociopolitiques et sécuritaires, ils déclarent qu'à l'approche du rendez-vous électoral de



mars beaucoup de Congolais « vivent déjà dans la peur et la hantise » des violences. A ce jour, néanmoins, aucun signe de fébrilité en lien avec cette élection n'est observé sur le territoire national au sein de la population. Si la Conférence épiscopale du Congo salue en passant les avancées enregistrées dans le pays en matière de sécurité, de construction des infrastructures diverses

(routes, universités), de lutte contre la pandémie de covid-19, elle ne semble pas cependant avoir digéré, s'agissant de ce dernier point, la mesure gouvernementale interdisant, les 25 décembre 2020 et 1er janvier 2021, les célébrations publiques et dans les églises des fêtes de la nativité et de la Saint-Sylvestre.

Les évêques ont embrayé sur ces « restrictions specta-

culaires » pour élever le ton sur le processus électoral en cours. Ils prennent sur eux les dénonciations maniées par certains acteurs politiques sur « un fichier électoral non maîtrisé, des institutions chargées des élections qui doivent faire la preuve de leur indépendance, un découpage électoral inéquitable ». Dans un autre registre, ils évoquent le sort de « prisonniers po-

litiques ».

Et comme s'ils ne voulaient pas tout politiser, les prélats notent les défis urgents auxquels le Congo reste confronté. Ils énumèrent les besoins en eau, en électricité, santé, éducation et transport de la population, la situation des retraités, l'endettement du pays, l'impunité, la gestion des ressources pétrolières, l'environnement, le chômage des jeunes.

En un mot comme en plusieurs, il s'agit d'une déclaration qui pourrait faire réagir beaucoup, tant est-il vrai que dans le contexte présent le propos doit être mesuré pour éviter justement de tomber dans ce que redoutent les évêques catholiques eux-mêmes : voir l'élection présidentielle être retournée contre la paix et la tranquillité par un discours moins rassembleur de la part d'acteurs qui ont pris sur l'opinion.

Les Dépêches de Brazzaville

ZONES HUMIDES

Le Congo dispose d'abondantes ressources en eau

À l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des zones humides, la ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, a prononcé une déclaration au nom du gouvernement, le 1er février.

La journée mondiale des zones humides édition 2021 est célébrée sur le thème « Zones humides et eau » qui s'inscrit dans le contexte de la « décennie d'action pour l'eau » proclamée par les Nations unies il y a trois ans. Un sujet qui est d'une importance majeure pour l'humanité.

Dans sa déclaration, la ministre du Tourisme et de l'Environnement a indiqué que chaque 2 février, depuis vingt-quatre ans, la communauté internationale célèbre la conclusion de la Convention de Ramsar sur la protection des zones humides, Convention dont le Congo est signataire aux côtés de cent-soixante-neuf autres pays à travers le monde.

Au Congo comme partout ailleurs, a poursuivi la ministre, les zones humides jouent un rôle crucial dans le cycle de l'eau. Si les océans et les forêts sont souvent comparés aux poumons de la planète, les zones humides en sont en quelque sorte les reins. Elles agissent comme des stations d'épuration des eaux douces et comme des réservoirs, de véritables filtres naturels qui nettoient l'eau des matières minérales et organiques, participant ainsi à l'amélioration de leur qualité, a déclaré la ministre. La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, lesquelles sont en outre des sites exceptionnels de biodiversité ain-



si que des fournisseurs de plantes médicinales en lien direct avec la santé, sont donc indispensables à un mode de vie et de production durables.

« Notre pays dispose fort heureusement de ressources en eau en quantité suffisante. Contrairement à nombre de pays frères en zone sahélienne ou en Afrique australe, nous ne souffrons pas au Congo de ce qu'on appelle le stress hydrique. C'est une chance, à laquelle s'ajoute le fait que notre gouvernement, sous l'impulsion du chef de l'État, son Excellence Denis Sassou N'Guesso, s'attèle à améliorer sans cesse l'accès à l'eau potable pour l'ensemble des populations, ainsi

qu'en témoignent les travaux d'adduction en cours à Brazzaville et ailleurs », a signifié la ministre Arlette Soudan Nonault.

Le Congo doit respecter et protéger ses 14 sites d'importance internationale

La ministre du Tourisme et de l'Environnement a indiqué que c'est une chance pour le Congo, mais une chance fragile et, s'ils ne prennent garde, une chance réversible. Car, à travers le monde, en effet, la pression exercée sur les zones humides par l'activité humaine ne diminue pas. Ces zones sont de plus en plus réduites, isolées, fragmentées, au point que leur sort s'ajoute à la

liste des grands périls environnementaux tels que la destruction de la couche d'ozone ou la diminution drastique de la biomasse. « Notre pays n'échappe pas à ces menaces, c'est pourquoi il est impératif pour nous de respecter et de protéger les 14 sites congolais inscrits sur la liste des zones humides d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar », dit-elle.

Parmi ces sites, une attention tout particulière est accordée aux tourbières de la cuvette centrale du bassin du Congo, du fait des quantités extraordinaires de carbone qu'elles recèlent. Plusieurs projets sont en cours de préparation afin, non seulement de les

préservier, mais aussi de les valoriser, en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population locale. Ces projets, et en particulier l'écotourisme, verront le jour avec l'implication de tous : pouvoirs publics, société civile, acteurs économiques privés, communautés autochtones. Avant de rappeler que ces zones humides seront d'autant mieux préservées que si seulement les Congolais sont conscients du lien étroit qu'elles entretiennent avec la forêt, dont la gestion durable est indispensable à leur bon fonctionnement.

« Des rives de l'Oubangui aux rivages de l'océan, du mont Nabemba aux berges du fleuve Congo, les zones humides dont dépend la qualité de l'eau que nous consommons chaque jour sont une part essentielle de notre patrimoine naturel. Les tarir ou les polluer, ce n'est pas seulement porter atteinte à cette source de vie qu'est l'eau, c'est aussi remettre en cause l'un des atouts majeurs de notre pays aux yeux de la communauté internationale, inlassablement porté depuis des décennies par le Président Denis Sassou N'Guesso. Alors, tous ensemble et plus que jamais en ces temps de pandémie, préservons notre destination Green Congo et préservons notre environnement », a-t-elle conclu.

Bruno Okokana

IMPÔTS

Une machine à facturation pour mieux recouvrer les taxes

Le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nyanongo, a lancé le 1^{er} février à Brazzaville le projet dénommé « système de facture normalisée ». Il s'agit des machines à facturer avec impression qui seront mises à la disposition des commerçants à travers le territoire national, en vue de permettre à l'Etat de mieux recouvrer les taxes.

Ces machines qui seront, en effet, connectées aux systèmes d'informations et de gestion de l'Etat, à savoir le E. tax pour les impôts et le système de gestion intégré des finances publiques. Ce qui permettra d'implémenter automatiquement toutes les données à chaque facturation par les commerçants. « Dans un proche avenir, nous allons mettre auprès de tous les commerçants un type de machine qui va permettre de facturer avec les données sécurisées. C'est-à-dire on va y retrouver le Niu du contribuable, le registre de commerce bref, toutes les mentions obligatoires », a indiqué le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé.

« Dans l'ancienne facturation il n'y avait aucune interconnexion. Le commerçant pouvait acheter n'importe quelle machine, facturer comme il entendait avec des mentions qu'il pouvait. Ce que nous allons mettre en place progressivement nous permettra d'avoir déjà une synthèse sur les ventes et la somme qui doit être reversée à l'Etat. De cette manière, les recettes de l'Etat vont augmenter. Il n'y aura plus moyen de tricher », a-t-il renchéri.

Interrogé sur la date exacte de mise en œuvre dudit projet, le ministre délégué au Budget a fait savoir qu'il s'agit d'un investissement lourd car, il sera question d'équiper plus de cinquante mille établissements de commerce à travers le territoire national.

Notons qu'afin d'informer les contribuables sur cette nouvelle réforme, la direction générale des impôts et des domaines procédera d'ici peu à des campagnes de sensibilisation.

Rappelons que pour sécuriser les recettes de l'Etat, le ministre des Finances a mis sur pied en 2016 plusieurs projets de réformes.

Lopelle Mboussa Gassia

THÈSE DE DOCTORAT UNIQUE

L'apport de la « théorie de Palto Alto » prouvé dans la lutte contre le Sida

Le chercheur Séraphin Ngoma a soutenu, le 30 janvier à Brazzaville, sa thèse de doctorat unique en communication sociale. S'inspirant de l'échec en matière de lutte contre le VIH à Sibiti, chef-lieu du département de la Lékoumou, l'impétrant suggère une interaction entre l'univers socioculturel des populations cibles et la stratégie de communication pour aboutir à un véritable changement de comportement. La soutenance de la thèse de doctorat dédiée à la lutte contre le fléau du Sida intervient à un moment où la République du Congo, à l'instar des autres pays de la planète, fait face à une nouvelle pandémie liée au coronavirus (Covid-19). Les résultats de ces travaux de recherche sonnent comme un rappel de la persistance du VIH et du Sida face à l'hypermédiatisation de la Covid-19.

La situation de la commune de Sibiti est un cas typique qu'a voulu présenter le chercheur, puisque cette localité du pays a été pendant longtemps la plus touchée par l'épidémie du Sida, avec un taux de prévalence de 9,5% en 2003 et de 4,8% en 2009. Les activités de communication déployées par l'État et ses partenaires sur le terrain n'ont pas permis de changer significativement le comportement des cibles et le taux de la séroprévalence.



Les résultats de l'étude menée par Séraphin Ngoma fustigent l'inefficacité de la stratégie nationale de communication en matière de lutte contre l'épidémie. « J'ai constaté qu'au plan national et international, l'information sur le VIH et sur le Sida est disponible, sauf qu'il y a un problème au niveau de l'adoption des comportements à moindre risque au VIH. Grâce aux nouveaux outils théoriques que j'apporte, on ne peut plus communiquer dans un sens unidirectionnel. Il faut considérer l'individu suivant l'environnement dans lequel il vit, son système sanitaire, institutionnel, sociétal et familial », a développé le chercheur.

Avant la rédaction de sa thèse, il a travaillé dans la localité il y a quelques années en qualité de responsable de la communication et de suivi-évaluation d'un projet de lutte contre le Sida. C'est cette expérience de terrain qui a conduit le choix du thème et des méthodes de collecte de données auprès de ses cibles. Il faudra désormais prendre en ligne de compte dans l'élaboration d'une stratégie de communication, selon l'auteur, la prise en compte de l'univers socioculturel et l'engagement de différentes cibles afin de mettre en œuvre une stratégie de communication. « C'est de cette façon que nous allons réussir à éradiquer la maladie », a-t-il insisté.

Il faut rappeler, Séraphin Ngoma a validé sa thèse avec une mention « Très honorable avec la félicitation du jury ». C'est le premier étudiant à avoir soutenu en communication sociale, au parcours type Sciences et techniques de la communication (STC), à l'Université Marien NGouabi.

La thèse intitulée « La communication pour le changement de comportements des populations face au VIH et au Sida en République du Congo : cas de la commune de Sibiti » est rédigée en 495 pages divisées en quatre parties et huit chapitres.

Fiacre Kombo

TRIBUNE LIBRE

Le vaccin Covid-19, la controverse

L'apparition du coronavirus au début de l'année qui vient de s'écouler a été une épreuve d'extrême émotion et d'extrême urgence pour les populations, à travers le monde. Privés de gestes d'amour, éloignés d'amis et de parents ; des réunions par écrans interposés, l'hygiène une obsession, le travail déserté ou réduit à sa plus simple expression, le confinement et lassitude, le monde a sombré, peu à peu, dans une détresse imprévisible. Les États, pris de court, se sont démenés à maintenir un semblant d'équilibre face à une population presque désemparée. Les recommandations, pour l'observation des gestes barrières, édictées par l'OMS et les autorités étatiques se sont heurtées aux attitudes des populations réticentes. Toutes les prières ont été de rechercher les moyens pour contrer cette terrible maladie.

Quand, en novembre 2020, le laboratoire Pfizer-BioNtech a annoncé que le vaccin qu'il développe est efficace à 95%, la nouvelle a été saluée par tous, y compris la communauté scientifique. Autant dire que cette bonne nouvelle a suscité un espoir de sortie de crise sanitaire évidente. Pour leur part, les décideurs caressaient déjà l'idée de vaincre la pandémie de covid-19. C'est dans ce climat de béatitude que le Congo, comme tous les autres pays, se préparait à lancer la prochaine campagne de vaccination de la population.

Seulement, tandis que le monde baignait encore dans l'euphorie de la grande découverte du vaccin, des âmes bien pensantes ont commencé à enfler la polémique autour des conditions de production de celui-ci. A croire que l'arrivée d'un vaccin contre une maladie aussi grave que contagieuse, ne serait pas une nouvelle réjouissante pour certaines personnes. Un courant d'épidémiologistes ou de généticiens, foncièrement opposé au vaccin, interrogent le principe même de la vaccination à l'échelle mondiale. Ils relèvent pêle-mêle les collusions entre les décideurs politiques et les industries pharmaceutiques qui agiraient au bénéfice des laboratoires. Le hic est qu'ils dénoncent ces connivences, évidemment, sans apporter aucune preuve.

Des formules chocs circulent largement sur les réseaux sociaux. Et les controverses fourmillent. Le fait que le président du laboratoire refuse de se faire administrer son propre vaccin, prétextant qu'à 59 ans et en bon état de santé, a achevé de porter de l'eau au moulin des anti-vaccinaux qui se convainquent, définitivement, de la dangerosité de ce vaccin. Les plus alarmistes, d'entre eux, vont jusqu'à établir une relation supposée entre le vaccin Covid-19 et la 5G, en vue de mettre l'humanité sous contrôle.

Ces groupements négationnistes sur la réalité de la pandémie, très réfractaires aux avis scientifiques et aux mesures anti-Covid-19 commencent à monter très forts et font redouter l'explosion des violences dans certains pays. Ces négateurs appréhendent les mesures de confinement comme une ruse des pouvoirs publics pour confisquer les libertés individuelles des populations.

Au-delà de l'ironie, c'est un véritable paradoxe qui a tendance à s'installer au sein des sociétés. D'un côté nous appelons de tous nos vœux à l'éradication de la pandémie, de l'autre nous restons sceptiques vis-à-vis des vaccins. Pourtant, s'il y avait un point qui devrait faire l'objet de consensus pour sauver le monde, ce serait celui du vaccin contre la Covid-19. Difficile, dans ces conditions, de savoir entre les négationnistes foncièrement opposés au vaccin, et les laboratoires à pied d'œuvre pour sauver l'humanité d'une calamité, lesquels sont réellement au chevet du monde.

Mais, que nous soyons convaincus ou non de la nécessité de vacciner la population, nous devons cependant, nous convaincre que le principe vaccinal, en tant qu'avancée sanitaire dans l'histoire de l'humanité, ne devrait pas donner lieu à des contestations. Cette assurance, cette foi aux vaccins, nous la tenons de Louis Pasteur.

Valentin Oko

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Démarrage des cours à l'université de Kintélé

Les cours académiques ont commencé le 1er février au niveau de deux établissements de l'université Denis-Sassou-N'Guesso à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville.

Il s'agit notamment de l'institut supérieur des sciences géographiques, environnement et aménagement ainsi que de l'institut supérieur d'architecture, urbanisme, bâtiments et travaux publics.

Les étudiants de la faculté des sciences appliquées et ceux d'autres instituts et facultés vont attendre encore un peu de temps pour commencer les enseignements. Ce retard est dû au manque d'enseignants et d'équipement en matériel de plusieurs autres bâtiments.

Encourageant les étudiants et le corps professoral à s'adonner au travail, le ministre de l'Enseignement supérieur Bruno Jean-Richard Itoua a insisté sur « l'enseignement de qualité qui doit être à la hauteur des ambitions. Le taux d'échec ne doit pas dépasser 1%. Pour le troisième établissement, nous souhaitons voir démarrer les activités dans les meilleurs délais ».



La délégation officielle du ministre face aux étudiants architectes/Adiac

Après l'équipement des autres bâtiments, les étudiants s'installeront dans les campus où plusieurs places leur sont réservées. Profitant de sa présence sur le site, le ministre de l'Enseignement supérieur a échangé avec le corps professoral et félicité la tenue de la session inaugurale du comité de direction de cette université.

L'université de Kintélé dispose également d'une école supérieure des télécommunications et des technologies de l'infor-

mation et de la communication, d'un institut supérieur d'éducation, des facultés des sciences et techniques consacrées à la formation en chimie, physique, mathématiques, biologie, génétique, géologie et les sciences informatiques. On y trouve aussi l'école des mines, de l'hydraulique et de l'énergie ; l'institut supérieur des sciences et techniques de la communication ; l'institut supérieur des sports et de l'éducation physique.

Fortuné Ibara

BRAZZAVILLE

Des enfants régulent la circulation dans les zones difficiles d'accès

Dans certains quartiers de la capitale où le réseau routier est défectueux, des jeunes de moins de douze ans réglementent la circulation pour éviter des accidents.

Sur le tronçon reliant la mairie de Mfilou à la gare de PK, dans le septième arrondissement, des jeunes dont l'âge peut varier entre six et douze ans se pointent au virage. Pancarte de stop et couvercle vert en plastique à la main qu'ils brandissent alternativement pour faciliter la circulation de sorte à éviter que les moyens de transport en commun n'entrent en collision. La réalité est la même du côté de

La Base dans le même arrondissement et dans plusieurs autres quartiers d'accès difficile.

Eviter que les accidents ne surviennent n'est pas l'unique raison pour laquelle ces jeunes s'improvisent en régulateurs de la circulation. « Quand les véhicules passent, les conducteurs nous donnent facultativement de l'argent pour nous encourager. La recette peut dépasser 2000FCFA par

jour mais c'est rare. », a expliqué Emmanuel, un des jeunes régulateurs improvisés de la circulation à Mfilou. A dire vrai, ce phénomène est observé sur des voies de déviation. Les avenues principales sont tantôt dégradées tantôt en cours de réhabilitation donc fermées à la circulation. Ainsi, les transporteurs en commun et autres usagers prennent des raccourcis à travers des ruelles dont les virages présentent des risques d'accidents, la circulation n'étant pas régulée par des panneaux. « Ces enfants nous facilitent la tâche en nous signalant s'il y a danger ou pas. De temps en temps nous pouvons leur laisser 100FCFA ou 50FCFA en passant », selon David Kondzi, un conducteur de taxi.

Ces jeunes prennent alors le relais pour réglementer la circulation de jour comme de nuit. Certains d'entre eux alternent cette pratique avec les études tandis que d'autres ne vont pas à l'école.

Rominique Makaya



Un jeune garçon régulant la circulation à Mfilou/Photo DR.

COVID-19

Restrictions de voyages en Europe

La France a fermé dimanche ses grands centres commerciaux et bouclé ses frontières aux pays extérieurs de l'Union européenne (UE), serrant le vis comme le Portugal, l'Allemagne ou le Canada pour freiner la troisième vague.

400 centres commerciaux non alimentaires de plus de 2 000 m² ont fermé dimanche : le gouvernement français veut aplatiser la courbe des contaminations, tout en écartant pour l'instant un troisième confinement aux lourdes conséquences économiques et sociales. Le président Emmanuel Macron en a appelé au civisme des citoyens : «*Les heures que nous vivons sont cruciales. Faisons tout pour freiner l'épidémie ensemble*», a-t-il tweeté samedi soir. Après les récentes émeutes aux Pays-Bas, les gouvernements s'inquiètent de l'adhésion des populations aux restrictions : à Vienne, une manifestation de l'extrême droite contre les mesures anti-Covid a été interdite dimanche par la police. A Bruxelles, au moins 200 personnes ont été arrêtées préventivement dimanche pour empêcher deux manifestations interdites par les autorités contre les mesures anti-Covid. Des restrictions de circulation s'alourdissent : la France réclame un test PCR négatif pour tout voyageur en provenance de l'UE et ferme ses frontières aux pays extérieurs à l'Union, sauf motif essentiel. Le Portugal, pays le plus durement frappé au monde, en proportion de sa population,

interdit depuis dimanche les déplacements non essentiels à l'étranger. La veille, l'Allemagne a fermé son territoire aux personnes venant de cinq pays fortement touchés par les différents variants du coronavirus.

Aux Etats-Unis, les masques seront obligatoires à partir de mardi dans les transports publics, avions, bus, trains, taxis et ferries dans tout le pays. Les nouveaux cas et les hospitalisations y sont, cependant, en baisse depuis deux

semaines. Selon les experts, cette amélioration est liée au respect des gestes barrières comme au fait que la période des fêtes, favorable aux rassemblements, est loin. Il y a encore plus de 3 000 morts par jour, en raison du délai entre hospitalisations et décès, mais les courbes vont dans la bonne direction dans le pays le plus touché au monde, qui approche les 440 000 décès.

Les autorités australiennes, de leur côté, ont promptement

confiné dimanche pour cinq jours deux millions de personnes à Perth, après la détection d'un seul cas. «*Notre politique est celle d'une réponse rapide et ferme (...) afin de reprendre le contrôle de la situation et ne pas assister au développement de foyers d'infection, comme on en a vus ailleurs dans le monde*», a déclaré le Premier ministre de l'Etat, Mark McGowan.

En Norvège, le gouvernement a levé samedi des mesures de

semi-confinement à Oslo et sa région, prises le week-end dernier, après la détection de cas du variant britannique. Répit également à Rome où les musées du Vatican, dont la célèbre Chapelle Sixtine, rouvrent lundi après 88 jours de fermeture. En revanche au Pérou, la citadelle inca du Machu Picchu, ferme dimanche pour au moins deux semaines, en raison d'une deuxième vague épidémique.

Le monde entier compte sur la vaccination pour stopper l'épidémie. L'Algérie a lancé samedi sa campagne de vaccination avec le vaccin russe Spoutnik V quand l'Egypte attend dimanche sa première cargaison de vaccins du laboratoire anglo-suédois AstraZeneca. L'Afrique du Sud a commandé 20 millions de doses du vaccin Pfizer/BioNTech contre la Covid-19. Pays le plus touché du continent par l'épidémie de coronavirus, l'Afrique du Sud a reçu lundi sa première cargaison très attendue de vaccins contre, selon les images retransmises par la télévision publique SABC. Cet arrivage va permettre le début d'une campagne de vaccination de masse qui ciblera, en priorité, le personnel de santé.

Julia Ndeko avec AFP

Vaccins. En Europe, la course contre la montre est engagée

- L'entreprise allemande Bayer annonce pouvoir produire dès 2022 le vaccin développé par CureVac. L'objectif est de produire 160 millions de doses en 2022. Ces capacités s'ajoutent à une production dans le réseau existant de CureVac de 300 millions de doses cette année et un milliard en 2022. Le projet de vaccin, qui est en voie de certification, se trouve actuellement en phase 3 des essais cliniques. La Commission européenne a déjà signé un contrat portant sur l'achat de 405 millions de doses.

- Le laboratoire allemand BioNTech accélère ses livraisons à l'UE du vaccin développé avec l'américain Pfizer, promettant jusqu'à 75 millions de doses supplémentaires au deuxième trimestre. Après un ralentissement des livraisons dû à des modifications de la chaîne de production de l'usine belge de Puurs, l'entreprise a repris son plan initial de livraisons. L'Europe a commandé 600 millions de doses du produit, baptisé Comirnaty. Pfizer et BioNTech, avaient annoncé le 11 janvier être en mesure de produire deux milliards de doses de leur vaccin grâce à, notamment, une nouvelle usine à Marburg, en Allemagne, qui doit démarrer ce mois-ci.

- Le gouvernement britannique a exercé une option visant la fourniture de 40 millions de doses supplémentaires du candidat-vaccin de Valneva pour 2022, portant à 100 millions le nombre total de doses commandées auprès du laboratoire franco-autrichien. La biotech franco-autrichienne et le Royaume-Uni avaient signé en septembre un partenariat portant sur un potentiel de 190 millions de doses, pour une valeur maximale de 1,4 milliard d'euros. Le vaccin de Valneva est développé via une technologie déjà éprouvée à base de virus inactivé, à l'opposé de l'ARN messenger, la solution utilisée par Pfizer/BioNTech et Moderna.

PIRATERIE MARITIME

Le golfe de Guinée déclaré première zone d'intérêt européen, après le piratage du Mozart

Le Mozart, un navire turc, a été pris d'abordage, suite à un assaut violent, par des pirates au large de Sao Tomé et Principe. L'Union européenne fait du Golfe de Guinée, sa première zone d'intérêt.

Le Mozart, un porte-conteneurs battant pavillon libérien, a quitté Lagos (Nigeria), et se trouvait alors à 100 miles au nord-ouest de São Tomé et Principe en pleine mer, en direction du Cap, en Afrique du Sud, lorsqu'il a été abordé. Après avoir stoppé le navire, les 4 pirates l'ont pris d'assaut. Ils sont repartis, en prenant 15 membres de l'équipage en otage, de façon violente, a-t-on appris. Un des marins a été tué dans l'attaque, et deux se sont blessés. Les trois qui ont pu s'échapper, ont réussi à conduire le porte-conteneurs jusqu'à Port-Gentil, au Gabon.

«*Je ne sais pas où partir. Les pirates ont démonté tous les câbles, rien ne fonctionne. Nous avons survécu, ils ont kidnappé nos amis en les battant [...] Ils m'ont donné un itinéraire à suivre, en conséquence. Nous essayons d'amener le navire dans un endroit sûr* », a raconté Furkan Yacen, un rescapé, sur un média twitter. «*La Turquie a mobilisé toutes ses ambassades à l'ouest du continent africain afin de secourir l'équipage du navire attaqué* », a indiqué le chef de la

diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu. Les marins ont été accueillis, à leur arrivée à Port-Gentil, par l'ambassadrice de Turquie, Nilüfer Erdem.

Une autre attaque à la mi-janvier

Une autre attaque aurait eu lieu à la mi-janvier, selon des sources maritimes. Des pirates à bord d'une petite embarcation ont pu approcher un porte-conteneurs, avec tirs à l'appui. Il s'agit du Marsk Cardiff, battant pavillon

«*Je ne sais pas où partir. Les pirates ont démonté tous les câbles, rien ne fonctionne. Nous avons survécu, ils ont kidnappé nos amis en les battant [...] Ils m'ont donné un itinéraire à suivre, en conséquence. Nous essayons d'amener le navire dans un endroit sûr* ».

singapourien, opérant pour le Danois Marsk. Il était en route de Tema, au Ghana, vers le Cameroun et se trouvait alors à environ 120 miles au sud-ouest de Brass. Fort heureusement, l'alarme a été déclenchée, poussant les pirates à abandonner l'attaque. Les deux dernières attaques recensées ont eu lieu à hauteur de São Tomé et Principe.

Le golfe de Guinée, première zone d'intérêt européen

Réunis le 25 janvier à Bruxelles, les chefs de la diplomatie de l'Union ont déclaré le golfe de Guinée, la première zone maritime d'intérêt européen, soulignant l'importance stratégique de la région et réaffirmant leur détermination à soutenir les États de l'Afrique de l'ouest et du Centre, en matière de sûreté maritime et criminalité organisée. Ils ont rappelé les États de la région dans la lutte contre cette criminalité maritime et leur rôle central dans la mise en place de l'architecture de Yaoundé, visant à améliorer la coordination et la coopération en la matière.

Néanmoins, l'UE constate que le

golfe de Guinée reste confronté à la piraterie, aux vols à main armée en mer, aux enlèvements, à la pêche illicite non déclarée et non réglementée, la contrebande et le trafic de drogues, ainsi que et d'armes, à la criminalité transnationale. Cela constitue une menace majeure et croissante pour la sûreté maritime, portant atteinte à la liberté de navigation, met en péril les principales routes commerciales, compromet le développement durable de l'ensemble de la région et les moyens de subsistance économiques de la population et entraîne la détérioration de l'environnement et la biodiversité.

Dans ce contexte, l'Union européenne va renforcer la collaboration avec les États côtiers du golfe de Guinée et les organisations de l'architecture de Yaoundé, par un renforcement de l'engagement opérationnel européen, en assurant «*la continuité, la réactivité, la complémentarité et les synergies entre les actions des États membres, tout en gardant à l'esprit la coopération avec l'industrie maritime* ».

Le projet pilote du concept de présences maritimes coordonnées

ce projet devrait permettre à l'UE : de renforcer la visibilité de sa présence maritime et soutenir ses objectifs stratégiques et politiques, y compris la prévention des conflits, «*en étroite coopération avec des partenaires internationaux et régionaux* » ; de promouvoir la coopération internationale en mer, ainsi que l'échange d'informations ; d'utiliser le concept de présences maritimes coordonnées comme un outil maritime pratique dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union.

C'est dans ce cadre, que le Conseil européen fait du golfe de Guinée une zone d'intérêt maritime et se félicite de la création de la cellule de coordination pour cette zone d'intérêt maritime. Il assurera le contrôle politique et fournira des orientations stratégiques sur la mise en œuvre du projet pilote du concept de présences maritimes coordonnées ; il reviendra sur la mise en œuvre de ce projet pilote d'ici à janvier 2022.

Noël Ndong

PROTECTION DES JOURNALISTES

L'Union africaine lance une plateforme de suivi des attaques

La première plateforme numérique en ligne vise à améliorer la protection des journalistes, à lutter contre les menaces et la violence, ainsi qu'à favoriser les mécanismes d'alerte rapide et à renforcer la capacité de réaction sur le continent.

« Les médias ont un rôle crucial à jouer dans le mouvement historique et continental des Africains pour construire un continent de leurs rêves », a déclaré le président en exercice de l'UA, Cyril Ramaphosa, qui a co-présidé le lancement de cette plateforme, le 28 janvier, avec Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, et Jamesina King, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (UA-CADHP), rapporteure spéciale sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique.

« Nous avons le devoir de défendre vigoureusement le droit des journalistes à faire leur travail de collecte, de publication et de diffusion de l'information,

même si nous ne sommes pas d'accord avec tout ou partie de ce qui est dit ou écrit », a souligné le président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboul qui s'est, pour sa part, félicité de l'initiative, ajoutant que son pays reste attaché à la liberté de la presse et à l'indépendance des médias. « C'est pourquoi nous avons relu tous les textes législatifs qui violent la liberté des médias. Pour renforcer nos démocraties, plus aucun journaliste ne devrait aller en prison pour un délit de presse, et aucun journaliste ne devrait voir sa vie menacée dans l'exercice de sa profession », a-t-il poursuivi.

La sécurité : une priorité

La plateforme sera en mesure

de fournir une réponse en temps réel sur l'ensemble du continent, afin de mettre fin à l'impunité des attaques visant les journalistes africains - harcèlement, arrestations arbitraires, agressions et assassinats. Elle constituera un mécanisme de coopération qui assurera un suivi des attaques sur le continent et contribuera à la médiatisation de celles-ci ainsi qu'aux actions à envisager pour lutter contre l'impunité. Le dispositif permettra également de créer des synergies entre les parties prenantes afin de contraindre les auteurs des violences envers les journalistes et l'ensemble des médias à répondre de leurs actes. La plateforme numérique assurera notamment la surveillance des menaces pesant

sur l'intégrité physique ou la sécurité des journalistes et d'autres acteurs des médias ; des cas d'impunité ; des menaces envers la confidentialité des sources des journalistes ou encore l'intégrité physique et la sécurité de celles-ci du fait de leur collaboration avec les journalistes, les médias, les défenseurs ou organisations des droits de l'homme ; des atteintes à la vie privée des journalistes ; des restrictions à la liberté de la presse, telle que l'intimidation de la part des autorités judiciaires et politiques.

Cette initiative s'inspire de la plateforme pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes du Conseil de l'Europe. Développée par des acteurs africains, la plateforme africaine a reçu

le soutien de l'Unesco par le biais de son Programme multi-donateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes. Elle sera alimentée par les actions conjointes des organisations partenaires, soit quatre organes de l'UA (le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'UA, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep), l'Architecture africaine de gouvernance (Aag) la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples), des organisations de la société civile, ainsi que des réseaux de médias et des partenaires de développement, en partenariat avec l'Unesco.

Josiane Mambou Loukoulou

COVID-19

Bilan de la pandémie dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.2 millions de morts dans le monde depuis fin décembre 2019.

Plus de 102.878.810 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués, dont au moins 62.454.800 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les États-Unis sont le pays le plus touché avec 441.331 décès pour 26.187.424 cas recensés. Derrière, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 224.504 morts et 9.204.731 cas, le Mexique avec 158.536 morts (1.864.260 cas), l'Inde avec 154.392 morts (10.757.610 cas), et le Royaume-Uni avec 106.158 morts (3.817.176 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 182 décès pour 100.000 habitants, suivie par la Slovaquie (168), le Royaume-Uni (156), la République tchèque (153) et l'Italie (146). L'Europe totalisait lundi 738.573 décès pour 33.409.695 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 597.439 décès (18.924.598 cas), les États-Unis et le Canada 461.347 décès (26.964.985 cas), l'Asie 240.696 décès (15.234.753 cas), le Moyen-Orient 97.626 décès (4.743.191 cas), l'Afrique 90.979 décès (3.569.885 cas), et l'Océanie 945 décès (31.707 cas).

□ Sous le contrôle étroit des autorités chinoises, les experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) censés enquêter sur l'origine de la pandémie se sont rendus dimanche au marché Huanan de Wuhan, au centre de la Chine, où le coronavirus est apparu fin 2019. L'équipe a « rencontré des personnes clés » et a « posé des questions pour aider à mieux comprendre des facteurs qui ont permis l'émergence du Covid-19 », a déclaré un membre de cette équipe, Peter Daszak.

Même si un an s'est écoulé depuis l'apparition de l'épidémie dans cette ville, M. Daszak a jugé que parler au personnel et voir le marché avait été très informatif.

AFP

AFRIQUE CENTRALE

La Cémac adopte son budget 2021

D'une somme de plus de 89 milliards FCFA, le budget pour l'exercice 2021 de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) a été adopté le 27 janvier 2021 à Yaoundé, au Cameroun, au cours des travaux de la 36^e session ordinaire du conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC).

Ce budget arrêté connaît une augmentation de 1,13% par rapport à l'année 2020, et ce malgré le contexte sanitaire actuel marqué par la pandémie liée à la covid-19 d'une part, et à la revue à la baisse de l'économie et des prévisions économiques d'autre part.

Daniel Ona Ondo, président de la commission de la Cémac a signifié que c'est sous le signe de la « prudence » que ce budget a été adopté. Il a, de ce fait, invité les pays membres à mettre sur pied des politiques publiques concrètes pour une meilleure intégration sous-régionale.

Selon lui, au regard de la crise sanitaire actuelle et son incidence sur l'économie sous-régionale, l'urgence d'une promotion de la convergence économique et une coordination à l'échelle régionale des réformes économiques, la diversification des économies des pays de la Cémac est nécessaire en vue les rendre plus résilientes aux crises diverses. La pré-

servation des acquis de la libre circulation des biens et des personnes, l'amélioration du recouvrement de la TCI, la mobilisation plus efficace des financements extérieurs et la nécessité de la mise en place d'un mécanisme alternatif de financement de la communauté s'imposent. Outre l'adoption du budget, plusieurs autres points ont été évoqués lors des travaux de cette 36^e session ordinaire du conseil des ministres de l'UEAC à savoir : la stratégie d'industrialisation durable de la filière bois dans le bassin du Congo, le dispositif de sanction des infractions aux règles de surveillance multilatérale, les grandes orientations de politiques économiques pour 2021 des États membres et de la Cémac ou encore l'indice harmonisé des prix à la consommation en zone Cémac. De son côté, le président en exercice du conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC), Alamine Ousmane Mey a appelé ses pairs à rester

optimistes. « Au-delà des évolutions médicales dans la production de vaccins contre le virus, l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2021, de l'accord portant Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ratifié par nos États, constitue une véritable opportunité pour la promotion du commerce intra-africain dans une dynamique de diversification, d'intégration et de plus grande résilience aux chocs », a-t-il déclaré.

Et de préciser : « qu'un vaste marché d'environ un milliard et demi de consommateurs, s'ouvre désormais à nous et constitue une occasion unique de renforcer l'intégration régionale, afin de bénéficier de toutes les retombées qu'offre le positionnement stratégique de la région Afrique ».

Par ailleurs, Alamine Ousmane Mey a notifié que plus de 2300 milliards de FCFA ont été souscrits pour le financement des projets intégrateurs, suite à l'organisation, les 16 et 17 novembre 2020, d'une table ronde des bailleurs de fonds, dédiée à cet effet. « Au moment où la communauté a besoin de disposer de toutes les ressources humaines, matérielles, techniques et financières, dans l'optique d'assurer un rayonnement de la sous-région, le reversement régulier de la taxe communautaire d'Intégration doit être respecté », a-t-il laissé entendre.

Gloria Imelda Lossele

« Au moment où la communauté a besoin de disposer de toutes les ressources humaines, matérielles, techniques et financières, dans l'optique d'assurer un rayonnement de la sous-région, le reversement régulier de la taxe communautaire d'Intégration doit être respecté »,

COOPÉRATION MONDIALE

Xi Jinping plaide en faveur du multilatéralisme pour préserver les acquis

Face à l'urgence de santé publique causée par la Covid-19 et les défis planétaires de bâtir un meilleur avenir commun pour l'humanité, le président chinois, Xi Jinping, a plaidé le 25 janvier, lors d'une édition virtuelle de l'Agenda de Davos du Forum économique mondial, en faveur du multilatéralisme.

« Les problèmes auxquels le monde est confronté sont complexes et compliqués. Pour en sortir, il est essentiel de porter le multilatéralisme et de bâtir une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. Le multilatéralisme signifie que les affaires internationales doivent être gérées avec les consultations et l'avenir du monde déterminé conjointement par tous », a déclaré le président chinois.

Il s'agit, entre autres, de renforcer la coordination des politiques macroéconomiques et de promouvoir une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive de l'économie mondiale ; rejeter les préjugés idéologiques par la voie de coexistence pacifique et de réduire le fossé entre pays développés et ceux en développement, afin de promouvoir ensemble le progrès et la prospérité pour tous. Pour le chef de l'Etat chinois, créer de petits cercles ou déclencher une nouvelle guerre froide, chercher à intimider, recourir arbitrairement au découplage, à la rupture d'approvisionnement, aux sanctions ou l'isolement ne peut qu'entraîner le monde dans la division, voire dans la confrontation. C'est pourquoi, a-t-il indiqué, relever les défis communs du monde actuel appelle à se débarrasser du passé.

« Pour porter le multilatéralisme



Le président chinois, Xi Jinping/DR

au 21^e siècle, nous devons préserver les acquis, ouvrir de nouveaux horizons et nous tourner vers l'avenir. Il nous faut rester fidèles aux valeurs essentielles et aux principes fondamentaux du multilatéralisme », a précisé Xi Jinping, ajoutant que « Nous devons également nous adapter à l'évolution de l'échiquier international et nous hisser à la hauteur des défis planétaires pour réformer et perfectionner le système de gouvernance mondiale sur la base d'amples consultations et du consensus ».

Par ailleurs, conscient que le

développement des pays en développement permettra de consolider la base de la prospérité et de la stabilité mondiales, et profitera aussi aux pays développés, il invite la communauté internationale à avoir une vision à long terme et honorer ses engagements d'accorder un soutien

nécessaire aux pays en développement.

Le but étant, selon lui, de garantir leurs intérêts de développement légitimes, promouvoir l'égalité des droits, des chances et des règles, pour que tous les pays puissent bénéficier des opportunités et des fruits de développement.

En vue de poursuivre l'ouverture et l'inclusion et rejeter la fermeture et l'exclusion, il pense que le multilatéralisme constitue la voie du salut, car il permet une meilleure gestion des affaires internationales par le biais des consultations conjointes.

« L'éloignement ou l'isolement ne peut entraîner le monde que dans la division, voire dans la confrontation. Nous ne pouvons pas relever les défis communs dans un monde divisé et la confrontation nous conduira à l'impasse. Voilà une leçon douloureusement acquise », a-t-il relevé.

Dans l'optique de surmonter les crises actuelles et construire un meilleur avenir, le président chinois a invité l'humanité à rester unie et travailler ensemble et éviter la pratique de chacun pour soi. « Travaillons donc main dans la main pour que le flambeau du multilatéralisme éclaire notre marche en avant vers une communauté d'avenir partagé pour l'humanité », a-t-il lancé.

Guy-Gervais Kitina

LIBYE

Vers la mise en place d'un exécutif de transition « unifié »

Les participants au dialogue inter-libyen, facilité par l'Organisation des Nations unies (ONU) ont entamé, le 1^{er} février, à Genève (Suisse), des pourparlers pour choisir un nouveau Premier ministre et un Conseil présidentiel, qui seront chargés d'assurer la transition en Libye, d'ici à la tenue des élections prévues en décembre.

Réunis autour de l'envoyée intérimaire de l'ONU en Libye, Stéphanie Williams, les représentants libyens de tous bords ont jusqu'au 5 février pour se prononcer sur une liste de soixante-quinze candidats, dévoilée le 30 janvier, par la mission spéciale en Libye (Manul). « Ils votent pour choisir le Conseil présidentiel, qui sera composé de trois membres, et un Premier ministre, assisté de deux adjoints », a précisé l'ONU.

Prenant la parole à l'ouverture des travaux, Stéphanie Williams s'est félicitée de la diversité des candidatures qui « représentent les différentes composantes politique et sociale dans le pays », relevant que « l'enthousiasme que suscite cette opération est un bon signe ». Ajoutant que « Bien que l'opération du choix du pouvoir exécutif ne soit pas une élection au sens classique, cet esprit de concurrence est une bonne chose pour l'expérience démocratique ».

La nouvelle session de pourparlers s'inscrit dans la continuité des progrès réalisés dans les autres plateformes de dialogue politique et militaire, parrainées par l'Organisation au Maroc, en Tunisie, en Allemagne, en Egypte, en Suisse et en Libye. « Vous devez être fiers que vous et vos collègues engagés dans les autres pistes politiques inter-libyennes avez bâti un processus purement libyen, avec la pleine appropriation libyenne », a souligné Stéphanie Williams.

La Libye est, depuis des années, en proie à des violences. Mais un accord de cessez-le-feu a été conclu, le 23 octobre 2020, entre les deux camps rivaux à l'est, représenté par le maréchal Khalifa Haftar et à l'ouest (Tripoli) par le GNA, reconnu par les Nations unies, et dirigé par Fayez al-Sarraj.

Yvette Reine Nzaba



**AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE**

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA | LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo
et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité



**ABONNEZ-VOUS
GRATUITEMENT**



SCANNEZ LE QR CODE

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Enter your email address

VALIDER

**AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE**

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-NGuesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

INDUSTRIE TOURISTIQUE

Chute de 70% d'arrivées de touristes en Afrique

Le continent africain était jusqu'ici la seconde région touristique à la croissance rapide au monde. Les voyages et le tourisme sont restés l'un des principaux moteurs de sa croissance économique. Des restrictions sur les déplacements introduites en réponse à la pandémie de Covid-19 ont frappé durement le tourisme.

Les dernières données de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) font état d'une baisse de 70% des arrivées de touristes internationaux. Ce qui équivaut à 1 000 milliards d'euros de pertes globales, selon le dernier rapport de cette Organisation. Toutes les régions du monde ont été touchées par une forte baisse des arrivées de touristes en 2020 : L'Asie et le Pacifique (-79%), suivie de l'Afrique et du Moyen-Orient (-69% pour les deux régions), de l'Europe (-68%) et des Amériques (-65%). « Cette baisse sans précédent a des conséquences sociales et économiques dramatiques et met en danger des millions d'emplois et d'innombrables entreprises », averti le secrétaire

général de l'OMT, Zurab Pololikashvili.

En cause, des restrictions de voyages, une baisse de la demande et la lenteur de la disparition du virus, ainsi qu'un manque de confiance des voyageurs en raison de l'incertitude persistante concernant la pandémie et du manque de confiance. L'OMT s'attend à un rebond du tourisme international au troisième trimestre en 2021. Mais un rebond qui ne pourrait avoir lieu qu'en 2022; tout comme la lenteur de la disparition du virus.

Le tourisme, victime des restrictions de voyages

L'Afrique a perdu 70% d'arrivées en 2020. Les risques sont importants pour certains États. Selon les chiffres nationaux des principales destinations africaines, la chute va de -78% au Maroc à -91% en Égypte et -90% en Afrique du Sud en 2020. En Égypte, le secteur des voyages et du tourisme a représenté 11,9% du PIB, soit 13 milliards de dol-

lars de recettes en 2019, généré 2,48 millions d'emplois, pour 13 millions de touristes. Le royaume chérifien, seconde destination d'Afrique avec 12,9 millions de visiteurs en 2019, a perdu en 2020 l'un des réacteurs de son économie.

Le tourisme est le premier pourvoyeur d'emplois du Maroc. Quant à l'Afrique du Sud, elle n'a pas atteint les 10,23 millions de visiteurs enregistrés en 2019. Le secteur touristique représente 2,9% du PIB de manière directe et 8,6% de manière indirecte. Les frontières ont rouvert, le 1er octobre 2020, mais l'apparition d'une variante sud-africaine de Covid-19 a découragé les étrangers. A cause de la pandémie, le chômage est passé de 23,3% à 30,8% d'actifs en quête d'emplois.

Le tourisme prend une place prépondérante dans les exportations de certains pays d'Afrique subsaharienne et des petits États insulaires en développement. Les revenus du tourisme internatio-

nal représentent, par exemple, 67% des exportations totales du Cap-Vert, à peine moins pour São Tomé-et-Principe. Il dépasse les 30% des exportations d'Haïti et de l'île Maurice. Le secteur est donc, pour ces pays, un pourvoyeur de devises. Au-delà de cela, le tourisme peut constituer un levier de développement des infrastructures.

Tourisme, patrimoine et nature

Les conséquences de la chute du tourisme vont au-delà des pertes économiques avec un impact sur le patrimoine ou parfois sur la nature. L'Organisation des Nations unies (ONU) a estimé que les projets liés aux voyages figureraient parmi les principales victimes de la chute des investissements directs étrangers, cette année. En Égypte, la chute du tourisme, pilier central de l'économie, met en danger le patrimoine du pays, qui craint pour la préservation de ces joyaux architecturaux.

L'épidémie de Covid-19 a aussi

un impact sur le tourisme animalier. L'Union internationale pour la conservation de la nature souligne l'aspect positif d'une moindre pression des visites sur l'écosystème. Mais la contrepartie n'est qu'une baisse des revenus touristiques, allié aux mesures sanitaires, a fait baisser la surveillance et augmenter les risques de braconnage. C'est donc une année de désolation.

Et pour faciliter la reprise, les compagnies aériennes réclament une généralisation des tests. L'Association des compagnies aériennes développe, d'ailleurs, une application pour un passeport santé numérique. La relance pourrait être une opportunité. L'ONU voit dans cette crise l'occasion de repenser le tourisme. Vers une plus grande compatibilité avec les Objectifs de développement durable. Actuellement, le transport touristique représente environ 5% des émissions de gaz-à-effet de serre sur la planète.

Noël Ndong

AFFAIRES:

Récessions historiques pour les poids lourds de l'économie

européenne en 2020

Après l'Allemagne et quelques jours avant l'Italie ou la zone euro, la France et l'Espagne ont confirmé que leurs économies avaient subi une récession massive en 2020.

Le produit intérieur brut français a ainsi plongé de 8,3% l'an dernier, après une croissance de 1,5% en 2019. Un niveau de recul jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale mais néanmoins meilleur que prévu puisque l'institut et la Banque de France avaient anticipé -9%, tandis que le gouvernement tablait sur -11%. La France a en effet mieux résisté lors du confinement de novembre, avec un PIB en recul de 1,3% au quatrième trimestre.

En Espagne, le PIB s'est effondré de 11% lors de l'année écoulée, selon la première estimation officielle. Ce chiffre est conforme à la prévision du gouvernement espagnol (-11,2%), alors que le Fonds monétaire international (FMI) s'était montré plus pessimiste, tablant sur -12,8%. L'Espagne a fini 2020 avec plus d'un demi-million de chômeurs supplémentaires, en particulier dans le tourisme et l'hôtellerie.

Le 14 janvier, Berlin avait annoncé un recul de son PIB de 5%, sa pire année depuis 2009, même si le rebond de son secteur industriel lui a permis de limiter les dégâts. Son voisin polonais, plus grande économie d'Europe centrale et orientale, a lui annoncé la première baisse (-2,8%) de son PIB depuis 1991, selon le Bureau national des statistiques GUS.

Plus loin, les États-Unis s'en sortent mieux avec un recul annuel de 3,5% de l'activité.

Julia Ndeko avec AFP

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT

L'AS Otohô remet son titre en jeu

La compétition a enfin repris ses droits le 30 janvier après près de dix mois d'interruption causée par la pandémie de coronavirus. Pour le compte de la première journée, le promu FC Nathalys a clairement affiché ses ambitions.

Le club ponténégrin a fait mieux que les autres en dominant le 31 janvier les Brazzavillois de Patronage Sainte-Anne sur un score de 2-0 avant d'occuper provisoirement la tête du classement avec trois points. Le FC Nathalys n'est pas le seul leader puisque derrière lui se trouvent des concurrents de taille qui ont également réussi leur entrée en lice.

L'AS Cheminots a dominé le même jour Nico-Nicoy 2-1. Les Diables noirs ont aussi fait l'essentiel en dominant l'Interclub 1-0 grâce à un but inscrit contre son camp par un joueur d'Interclub. Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) a également pris le meilleur sur le Racing club Brazzaville sur le score identique sur une réalisation de Junior Elenga Kanga. Quant à l'Ac Léopards, elle a assuré le minimum devant V Club Mokanda 1-0. Le match entre le FC Kondzo et Étoile du Congo s'est soldé sur le score de parité (0-0). Le match qui devrait opposer le 30 janvier l'AS Otohô à la Jeunesse sportive de Talangai a été reporté à une date ultérieure.

Notons que quatorze équipes sont en lice pour succéder à l'AS Otohô, l'équipe championne en titre. La deuxième journée est prévue pour ce mercredi.

James Golden Eloué

BASKETBALL

La Fécofet place l'olympiade 2021-2024 sur le signe du renouveau

Les membres du conseil fédéral de la Fédération congolaise de basketball (Fécofet) ont tenu leur session inaugurale le 30 janvier à Brazzaville. Au cours de cette rencontre, les participants ont balisé le chemin de cette discipline congolaise pour les quatre années à venir.



Le président de la Fédération, Bruno Jean Richard Itoua (au centre) DR

Dirigés par le président de la Fédération, Bruno Jean Richard Itoua, les travaux du conseil fédéral ont été tenus en présence des représentants de la direction générale des sports, puis du Comité national olympique et sportif congolais.

Les conseillers fédéraux de la Fécofet ont, en effet, décidé de donner un nouveau souffle au basketball congolais en lançant l'olympiade 2021-2024, deux mois après l'élection du bureau exécutif. Ils ont ainsi publié les différentes actions qui seront menées au cours de l'année en cours et ont adopté le plan d'actions quadriennal de la fédération. Un document contenant l'essentiel des activités de cette olympiade.

Les participants ont par la même occasion demandé au gouvernement de résoudre, dans un bref délai, le problème qui oppose le Congo aux instances internationales (Fiba-Afrique),

notamment la sanction et l'amende qu'écope le Congo après avoir renoncé à l'organisation de l'Afrobasket 2017. « La session inaugurale nous a permis d'adopter le budget de l'année, les activités quadriennales de la Fécofet, ainsi que nos documents fondamentaux. Nous avons également décidé de relancer des compétitions nationales avant de trouver une solution avec la Fiba puis relancer nos équipes dans les compétitions internationales », a indiqué Gilles Denguet Atticky, premier vice-président de la Fécofet.

Les conseillers fédéraux ont aussi complété les trois commissaires aux comptes qui n'ont pas été votés, le 26 novembre, lors de l'assemblée générale électorale de la Fécofet. Il s'agit de Charles Pascal Gassackys, Bernadin Mbongo et Emmanuel Nimbouanzala qui sont respectivement 1er, 2e et 3e commissaires.

Rude Ngoma



**Wildlife
Conservation
Society**

APPEL D'OFFRES

POUR UN FOURNISSEUR DE FOURNITURES DE BUREAU

Afin de mener à bien ses activités, WCS-Congo lance le présent appel d'offres en vue de conclure un contrat cadre avec une ou plusieurs entreprises expérimentées et jouissant d'une bonne réputation pour la fourniture et la livraison de fournitures de bureau.

Afin d'obtenir les informations nécessaires et déposer un dossier avant le 15 février 2021, veuillez nous contacter à l'adresse suivante :

brazzsupply@wcs.org



AVIS DE RECRUTEMENT

Poste : Assistant de communication (H/F)
- WCS Congo - poste national - Ouesso
Lieu de travail : Ouesso
Manager : Communications officer basé à Brazzaville

Déplacements réguliers : sur nos sites d'intervention (30% du temps de travail) à Brazzaville (20% du temps de travail)

Durée du contrat : 1 an renouvelable

Principales activités :

La liste est non exhaustive et évoluera en fonction des priorités identifiées par la suite :

- Créer les supports de communications exigés par les différents projets et par la direction, en collaboration avec les communications officer (posters, brochures, t-shirts, etc.).
 - Appuyer le département logistique pour garantir l'impression de ces différents supports dans le respect des dates butoirs et en s'assurant de la qualité des impressions.
 - Assurer une veille informationnelle de tous les projets en cours pour identifier de potentiels sujets et événements à couvrir.
 - Aider à la production d'articles, photos, vidéos, interviews, portraits, etc.
 - Créer et entretenir de bonnes relations avec la presse, aider à la production d'articles et de reportages, notamment dans les médias nationaux.
 - Participer à la création de posts pour nos réseaux sociaux (Facebook, Instagram et Twitter)
 - Appuyer la production des newsletters et des produits de communication interne.
 - Réorganiser les archives photographiques.
 - Appuyer la refonte et mise-à-jour du site internet du programme.
 - Mettre-à-jour régulièrement les outils de suivi et d'évaluation des performances en communication. Produire un rapport d'activité mensuel.
- Profil recherché ;**
- Être habitué à travailler dans le respect

d'une stratégie de communication établie et en suivant les branding guidelines imposées par nos partenaires.

- Être très organisé, savoir travailler dans le respect des dates butoirs et en planifiant efficacement ses activités.

- Être titulaire d'un diplôme (bac+2 minimum) en journalisme, communication, production audiovisuelle ou graphique, ou toute autre matière connexe; ou un diplôme en conservation ou équivalent), est valorisable s'il est accompagné d'expériences significatives en matière de communication.

- Avoir au moins 1 an d'expérience professionnelle dans un domaine pertinent.

- Avoir une connaissance basique de la photographie est nécessaire.

- Une connaissance avancée de la photographie est un avantage.

- Une connaissance basique de la vidéographie est un atout majeur. Merci de joindre à votre candidature un lien vers votre portfolio pour appuyer votre dossier.

- Avoir de l'expérience en matière de relation avec la presse est un atout majeur.

- Avoir de l'expérience en matière de design et de mise en page est un atout majeur.

- Une bonne connaissance de l'informatique est essentielle. Une maîtrise de Pack Office est nécessaire. Une connaissance basique de Adobe Creative Cloud est un atout majeur (merci de préciser quel logiciel dans ce cas : Id, Ai, LrC, Pr, Ps).

- La langue de travail est le français, la maîtrise de l'anglais est un atout majeur, toute autre langue est un avantage.

- Une forte volonté d'apprendre est essentielle.

Envoyer CV + lettre de motivation à [wsccongbrazza@wcs.org](mailto:wcscongbrazza@wcs.org) avant le 22/02/2021, ainsi que toute autre pièce jugée utile. Merci de limiter CV et lettre de motivation à une page.

Société WORLD NATURAL RESSOURCES CONGO

Société anonyme unipersonnelle
Capital : 10.000.000 de francs CFA

Siège social : 23 Avenue Docteur Denis LOEMBA, Centre-ville, Pointe-Noire

République du Congo

R.C.C.M. : CG/PNR/14 B 117.

Aux termes du procès-verbal d'Assemblée Générale Ordinaire de la société World Natural Ressources Congo, tenue en date du 1er mars 2017, dûment enregistré le 21 janvier 2021 à l'EDT Pointe-Noire Centre, sous le numéro 518, folio 014/191 ;

Il a été décidé par l'actionnaire unique de la révocation de Monsieur Richard MOULET à ses fonctions d'Administrateur Général de la société WORLD NATURAL RESSOURCES CONGO d'une part et, d'autre part, de la nomination de Monsieur Gad COHEN aux fonctions d'Administrateur Général de la société WORLD NATURAL RESSOURCES CONGO.

Le dépôt légal du Procès-verbal d'Assemblée Générale Ordinaire, objet des présentes a été fait au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 22 janvier 2021 et enregistré sous le numéro 21 DA 26.

**Pour avis,
Le Cabinet d'Avocats GOMES.**

NÉCROLOGIE

Le vice-amiral Jean Dominique Okemba informe parents, amis et connaissances, que la dépouille mortelle de sa sœur cadette, Okemba Niatsini Emilienne arrive le 5 février 2021 à l'aéroport international d'Ollombo en provenance d'Afrique du Sud. Le vice-amiral Jean Dominique Okemba et familles, renouvellent leurs fraternels remerciements à tous ceux qui continuent à leur manifester soutien et compassion.



1^{er} février 2019 -

1^{er} février 2021,

Deux ans déjà que l'Eternel a rappelé à lui notre sœur aînée, mère et fille, Lydie Sylvie Patricia Youdi.

Que tous ceux qui l'ont connue aient une pensée pieuse en sa mémoire. Nous ne t'oublierons pas. Lydie repose en paix.



FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Ligue 2, 22e journée

Troyes remporte le derby face à Auxerre (3-1) avec Dylan Saint-Louis titulaire au poste de milieu gauche. Quelques centres, une frappe non cadrée à la 61e avant d'être remplacé à la 68e.

Eden Massouema n'était pas dans le groupe.

LAC Ajaccio bat Grenoble (2-1). Bevic Moussiti Oko a été remuant (3e), altruiste (18e), en manque de réussite (22e, 41e) et précieux pour le collectif en obtenant le penalty du 1-0 (et transformé par Boulaya à la 58e).

Christ-Vianney Goteni n'était pas dans le groupe isérois.

Pas de vainqueur entre Niort et Le Havre (0-0). Bryan Pasi, qui a failli marquer d'une demi-volée à la 8e, a été averti à la 25e. Une belle ouverture pour Mendes à la 88e.

Chez les Havrais, à dix depuis la 35e, Fernand Mayembo a été solide (29e, 30e, 39e) et a placé une tête offensive hors-cadre.

Nolan Mbemba est resté sur le banc tandis qu'Alan Dzabana était absent du groupe.

Après avoir ouvert le score à la 2e, Caen coule à Chambly et s'incline finalement 2-4. Prince Oniangue était titulaire en défense centrale, alors qu'Alexandre Beka Beka, aligné devant la défense a été remplacé à la 64e.

Notons que les Normands ont été réduits à dix à la 32e et que leur gardien, Innocent a été évacué sur civière après avoir perdu conscience en fin de rencontre.

Randi Goteni est resté sur le banc lors de la défaite de Dunkerque dans le derby nordiste, face à Valenciennes (0-1).

Morgan Poaty était titulaire lors du match nul de Guingamp face à Pau (2-2). Impliqué sur le deuxième but adverse, puis remplacé à la 79e. Sans Warren Bondo ni Mons Bassouamina, non convoqués, Nancy partage les points avec le Paris FC (1-1).

Au classement, Troyes est premier avec 47 points, Grenoble est 4e avec 38 points.

Ajaccio, Caen et Niort sont 10e, 11e et 12e avec 28 points, suivis du Havre, 13e avec 26 points, de Dunkerque (14e/24 points), Guingamp (17e/22 points) et Nancy (18e/21).

Albanie, 17e journée, 1re division

Lionel Samba est resté sur le banc lors du revers du Bylis



Dalphin Bassompa, ici lors du 5e tour en octobre dernier, retrouvera la compétition ce dimanche après trois mois d'arrêt (DR)

Ballsh à Kastrioti Krujë (0-1). France, 22e journée, 1re division

Christlain Matsima est resté sur le banc lors de la victoire de Monaco à Nantes (1-2).

Italie, 14e journée, 4e division, groupe H

Gravina fait match nul chez le leader, Lavello (0-0). Remplaçant, Mady Abonckelet est entré à la 74e minute.

Malte, 18e journée, 1re division

Après une série de 8 matches sans défaites, Christoffer Mafoumbi et Mosta enchaînent une troisième défaite consécutive (1-4 à Balzan). L'international congolais, qui n'avait encaissé que 6 buts en 8 matches, vient en prendre 8 lors des trois dernières rencontres. Mosta est 6e avec 26 points.

Pays-Bas, 22e journée, 2e division

David Sambissa, titulaire, et Cambuur prennent l'ascendant sur MVV (2-0). Cambuur est premier avec 3 points d'avance, et un match de plus, sur le FC Omniworld.

Roumanie, 20e journée, 1re division

Gaz Metan Medias est tenu en échec par l'Academica Clinceni (1-1). Sans Yves Pambou resté sur le banc.

Suisse, 17e journée, 1re division

Kévin Monziano n'était pas dans le groupe de Lugano, auteur du nul 2-2 chez le FC Bâle.

Allemagne, 19e journée, 2e di-

vision

Invaincu depuis le 15 décembre, Bochum chute à domicile face à Karlsruhe (1-2). Remplaçant, Sylver Ganvoula est entré à la 61e, à 1-1. Bochum reste deuxième mais compte désormais 4 longueurs de retard sur Hambourg.

Angleterre, 21e journée, 1re division

Sans Niels Nkounkou, laissé en réserve, Everton s'incline à domicile face à Newcastle (0-2).

Angleterre, 27e journée, 2e division

Brice Samba, titulaire, et Nottingham Forest partagent les points avec Barnsley (0-0). Avec 26 points, Forest est 21e et premier non-relégable.

Angleterre, 27e journée, 3e division

Match reporté pour Christopher Missilou et Northampton face à Wigan. Après les chutes de neige et de pluie, le terrain est impraticable.

Angleterre, 27e journée, 4e division

Mené sur sa pelouse jusqu'à la 75e, Oldham Athletic prend finalement les trois points face à Salford City (2-1). Dylan Bahamboula a égalisé à la 75e d'un tir puissant du droit. Également à l'origine du second but de son équipe, l'ancien Monégasque totalise 2 buts et 7 passes décisives en 23 matches de championnat.

Offrande Zanzala était titulaire lors du succès de Carlisle face à Exeter (1-0). Remplacé à la 61e, le Brazzavillois disputait

ses premières minutes depuis sa signature le 8 janvier.

Belgique, 24e journée, 1re division

Guy Mbenza est resté sur le banc lors de la victoire d'Antwerp face à Waasland-Beveren (3-2). Le Royal s'empare provisoirement de la deuxième place devant Genk et derrière le FC Bruges.

Eupen partage les points avec Mouscron (1-1). Senna Miangué était aligné sur la gauche de la défense à trois.

Croatie, 18e journée, 1re division

Osijek bat Istra 1-0. Sans Merveil Ndockyt, convalescent après son opération de la cheville. Osijek est second à égalité de points (39) avec le Dinamo Zagreb.

Ecosse, match en retard de la 25e journée, 1re division

Kilmarnock chute à domicile 2-3 après avoir mené de deux buts après 32 minutes face à Saint-Johnstone. Clevid Dikamona était titulaire en défense centrale.

Après ce troisième revers de rangs, Kilmarnock, 7e sur 10, a limogé son entraîneur, Alex Dyer.

France, 22e journée, 1re division

Loris Mouyokolo est resté sur le banc lors de l'inattendue victoire de Lorient sur le PSG (3-2).

Mené au score à deux reprises, le FC Metz l'emporte finalement 4-2 à Brest. Remplaçant, Warren Tchimbembé

est entré à la 55e à 1-2 pour les Finistériens.

Espagne, 23e journée, 2e division

Majorque bat Girona 1-0. De retour dans le groupe, Jordi Mboula est entré en jeu à la 71e, à 0-0. Les Baléares reprennent provisoirement la tête du classement.

Espagne, 12e journée, 3e division, groupe 4

La réserve du FC Séville est tenue en échec par la Real Murcie (1-1). Bron Kibamba était titulaire en défense centrale.

Espagne, 14e journée, 4e division, groupe 13

Aguilas partage les points avec Los Garres (0-0). Sans Amour Loussoukou, absent du groupe. Le milieu de terrain des Diabes rouges a disparu depuis sa dernière apparition le 20 décembre.

Les Congolais des clubs amateurs reprennent la compétition

A l'arrêt depuis la fin du mois d'octobre, les clubs amateurs reprennent la compétition ce dimanche avec la Coupe de France. Plusieurs Congolais sont concernés, à l'image de Dalphin Bassompa, héros de la qualification aux tirs au but lors du tour précédent.

Rappelons que, pour faire face aux bouleversements liés à la pandémie de Covid-19, la Fédération française de football a modifié le format de cette 104e édition : clubs amateurs et professionnels suivront deux voies distinctes jusqu'en 16e de finale.

Matches du 6e tour « voie des amateurs »

Chateaubriand-Le Mans (Durel Avounou)

Us Beaumont-Chamalières (Chris Bitsamou et Exaucé Ngassaki)

Thonon-Evian-Grand-Genève (Jean-Bryan Boukaka)-FC Goal.

US Montagnarde-Elvinoise Foot (Dalphin Bassompa)

Bourges 18 (Orphany Donga et Dorian Samba)-FC Bourges (Elvy Passy)

Carnous FC-Athletico Marseille (Dolan Bahamboula)

US Tourcoing-US Boulogne (Herman Moussaki et Cédric Odzoumo)

US Buxerolles-Trémissac (Christopher Ibayi et Juvrel Loumingou)

Match en retard du 5e tour

Le Mée-Red Star (Pythocles Bazolo)

Camille Delourme

RDC

Des mesures conservatoires pour le gouvernement Ilunkamba

Les décisions qui rentrent dans le cadre de l'exécution des affaires courantes par le gouvernement démissionnaire s'imposent également, en plus des membres de l'équipe gouvernementale, aux directeurs des entreprises commerciales du portefeuille de l'État, aux responsables des établissements et services publics de l'État ainsi qu'aux secrétaires généraux des administrations publiques.

Après la démission du gouvernement Ilunkamba, plusieurs mesures de restriction viennent d'être prises par le directeur de Cabinet du chef de l'État, Guylain Nyembo. Ces décisions prises « sur instruction de la hiérarchie », comme l'indique le communiqué signé le 30 janvier 2021 par le successeur de Vital Kamerhe à la tête du cabinet de Félix Tshisekedi, rentrent dans le cadre de l'exécution des affaires courantes par le gouvernement Ilunkamba, en attendant la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Au nombre de ces mesures, il y a notamment la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de recrutement, de nomination et de promotion du personnel à tous les niveaux ; la suspension de tout engagement, liquidation et de paiement de toutes dépenses autre que les charges du personnel ainsi que la suspension des voyages à l'étranger du pays des membres du gouvernement et ceux de leurs cabinets.

Toutefois, le directeur de Cabinet du président de la République précise que les sorties liées à certains dossiers spécifiques avec une demande d'autorisation à examiner au cas par cas pourraient être autorisées.



Sylvestre Ilunkamba et Félix Tshisekedi/DR

Dans le cadre de l'exécution des affaires courantes, les membres du gouvernement démissionnaire sont également interdits de recourir aux opérations de cession, de transfert et d'aliénation des actifs de l'État.

Selon ce communiqué de la présidence, ces mesures s'imposent également aux directeurs des entreprises commerciales du portefeuille de l'État, aux responsables des établissements et services

publics de l'État ainsi qu'aux secrétaires généraux des administrations publiques.

Et de noter que les cas exceptionnels devront être soumis à l'appréciation et à l'autorisation préalable

du chef de l'Etat, en sa qualité de garant du fonctionnement régulier des pouvoirs publics et des institutions ainsi que de la continuité de l'Etat.

Lucien Dianzena

PÉTROLE

Des appels d'offre en préparation pour dix-neuf blocs

Le dernier recensement diligenté par le gouvernement de la République a permis de les identifier sur l'étendue du territoire national. Lors des journées scientifiques des hydrocarbures tenues du 28 au 29 janvier dans la capitale rd-congolaise, l'option de l'émission prochaine des appels d'offre a bien été envisagée pour booster les recettes pétrolières dans le budget de l'État.

Au total, 19 blocs pétroliers font l'objet d'une attention particulière des autorités rd-congolaises. Le ministre des Hydrocarbures, Rubens Mikindo, a évoqué leur existence en marge d'une journée exceptionnelle dédiée à son secteur. Il s'agit, a-t-il expliqué, du résultat d'un recensement réalisé dans le cadre de la revue du patrimoine pétrolier et gazier de la RDC. « Ces blocs sont répartis de la manière suivante : neuf blocs dans le bassin sédimentaire de la cuvette centrale, trois dans le bassin côtier en On Shore, quatre dans le Graben Tanganyika et trois dans le lac Kivu ».

Après avoir annoncé la bonne nouvelle, le ministre Ruben Mikindo en a profité pour évoquer les prochaines étapes, notamment l'émission prochaine des appels d'offre. Ces 19 blocs pétroliers permettront au pays

non seulement d'augmenter sensiblement la production nationale des hydrocarbures, mais aussi d'améliorer la contribution de ce secteur stratégique quasi-inexploré au budget de l'État. En 2015, le secteur pétrolier ne représentait que 4 % des revenus budgétaires et 18 % de la contribution du secteur extractif aux revenus budgétaires. Et la situation n'a pas évolué de manière à inverser les tendances au cours des dernières années. Par ailleurs, nombre d'experts déplorent de nombreux signes d'opacité et de manque de transparence dans le secteur. Ceux-ci veulent en savoir plus sur les contrats pétroliers en vigueur. Beaucoup parmi eux ne comprennent pas non plus la moyenne de production à 25 000 barils/jour (avec des faibles variations) depuis plusieurs décennies.

Quant au ministère des Hydro-

carbures, il annonce qu'il s'emploie actuellement à accélérer les travaux devant conduire à la découverte des nouveaux gisements d'hydrocarbures dans les trois bassins sédimentaires du pays. Pour rappel, le pays dispose d'importantes réserves de pétrole brut et de méthane qui pourraient être exploitées efficacement pour fournir de l'énergie ou au profit d'autres industries. Actuellement, la production se fait essentiellement en mer, sur des sites matures, mais des réserves de pétrole brut supplémentaires se trouvent dans la Cuvette centrale et au Graben Albertine pour multiplier la production nationale par dix, voire plus. Toutefois, l'un des grands défis à relever serait sans aucun doute la mise à niveau du cadre législatif afin d'attirer les investissements étrangers. Mais il s'agit d'un autre débat.

Laurent Essolomwa

COOPÉRATION

De nouveaux projets d'infrastructures en voie d'être conclus entre la RDC et l'Egypte

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est attendu dans les prochaines heures au Caire où quelques contrats sont en passe d'être signés entre la RDC et l'Egypte.

Outre sa rencontre en tête-à-tête avec son homologue égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, le chef de l'Etat congolais se chargera d'officialiser une série de projets initiés depuis janvier 2020 sous la houlette du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) visant le développement intégré des provinces congolaises.

Il s'agit, à en croire le conseiller principal en économie et finances, Marcelin Bilomba, de quatre projets d'infrastructures pour lesquels un portefeuille de 400 millions de dollars a été alloué avec le concours d'Afreximbank dont la RDC est dorénavant membre. Interconnecter les provinces entre elles et la ville de Kinshasa tout en favorisant une fluidité du commerce à l'intérieur du territoire national, telle est la finalité de cette approche progressiste dont les fondements ont été posés récemment par les experts de deux pays. L'ouverture imminente des grands chantiers repartis dans les six zones du territoire national retenues (Grand Kasai, Grand Bandundu, Grand Equateur, Grand Katanga, l'ex Province orientale et l'Est du pays), pourra impacter positivement sur le reste du pays.

De la construction d'une route à péage longue de 185 Km sur l'axe Mbuji-Mayi-Kananga à l'érection d'un port moderne à Ndomba (à 30 Km de la route nationale n°1) en passant par la construction d'une Centrale photovoltaïque de 10 Mégawatts au Kasai-Oriental, ou encore, à l'aménagement d'une Centrale de traitement d'eau potable censée produire 60.000 m³ d'eau/jour sur la rivière Lubi aux confins du Sankuru et du Kasai-Oriental, tous ces différents projets seront pilotés par des entreprises égyptiennes triées sur le volet en raison de 70% de participation. Les 30% restants seront, quant à eux, réservés aux sociétés congolaises de sorte à leur garantir ainsi qu'aux entrepreneurs locaux l'accès auxdits projets.

Jain A Diasso

PARLEMENT

Le Sénat en session extraordinaire à partir du 2 février

Ils seront appelés à examiner et à adopter le projet de loi autorisant la ratification par la RDC de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Le Sénat congolais a convoqué, pour ce mardi 2 février 2021, une session extraordinaire. A en croire la décision signée par son président, Alexis Thambwe Mwamba, le seul point inscrit à l'ordre du jour de cette session est l'examen et l'adoption du projet de loi autorisant la ratification par la RDC de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Il est rappelé que ce projet de loi avait déjà été adopté, il y a quelques jours, à la Chambre basse du Parlement. Et des sources proches de la Chambre haute du Parlement congolais assurent qu'aussitôt le projet adopté, les sénateurs pourront directement clôturer la session extraordinaire.

On indique également que le



Une vue du bureau du Sénat/DR

chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, avait recommandé au Sénat la convocation de cette session extraordinaire afin d'adopter ce projet de loi que le pays devra ratifier avant son entrée en fonction comme président en exercice de l'Union africaine au courant de ce mois

de février. De leur côté, les sénateurs, appuyés par d'autres congolais d'ailleurs, contrairement aux députés estiment que cette loi serait désavantageuse pour la RDC, qui devrait songer avant tout aux réformes économiques.

Lucien Dianzenza



ENVIRONNEMENT

Des journalistes imprégnés du rapport de WWF sur la déforestation dans le monde

L'atelier organisé fin janvier à Kinshasa a permis à une quinzaine de professionnels des médias locaux traitant des sujets environnementaux d'être informés sur les principales conclusions du rapport « Fronts de déforestation. Moteurs et réponses dans un monde en mutation » publié au courant du mois par l'ONG internationale, pour initier des conversations plus poussées sur le sujet.

Plus d'une quinzaine de journalistes environnementaux de la presse de Kinshasa ont participé, le 29 janvier 2021, dans la salle Arche située dans l'enceinte de la Clinique Ngaliema, à Gombe, à un atelier axé sur le rapport du Fonds mondial pour la nature (WWF) sur les fronts de déforestation. Ces échanges ont permis aux professionnels des médias d'appréhender les résultats de cette étude menée par le WWF, qui définit clairement la vision de cette ONG internationale active dans la conservation, les moteurs ou causes de déforestation à travers la planète ainsi que des réponses proposées pour remédier à cette situation.

Introduisant cette séance, le chef du Département de communication chez WWF-RDC, Christian Mpassi, a noté qu'en organisant cet atelier cette ONG internationale a dit trouver important que des journalistes qui couvrent le secteur environnemental dans les différents organes de presse de Kinshasa pénètrent ce rapport publié le 13 janvier par le WWF international. Intervenant par vidéo-conférence, le directeur national du WW-RDC, Martin Kabaluapa, a exprimé la satisfaction de cette ONG de voir les journalistes s'imprégner des contenus de ce rapport. Notant que les données relevées dans ce rapport démontrent que la forêt est menacée dans le monde, particulièrement dans les zones tropicales et subtropicales, le directeur national du WWF-RDC a dit attendre des participants à cet atelier et à tous les journalistes, comme partenaires de cette ONG internationale, de vulgariser ce rap-



La salle, lors de l'atelier/Adiac

port sur la déforestation. Entrant sur le vif du sujet, le point focal Forêt du WWF-RDC, Inoussa Njumokett, a indiqué que dans ce rapport le WWF international a identifié vingt-quatre fronts de déforestation, qui représentent 43 millions d'hectares de forêt perdus au sein de ces fronts de déforestation entre 2004 et 2017. Et de noter que l'ONG internationale a identifié, parmi les moteurs de déforestation des moteurs indirects (démographiques, technologiques, politiques, économiques et environnementaux), et directs (agricultures, activités extractives, infrastructures, etc.). Le WWF ne s'est pas limité dans le constat mais, l'ONG a également

proposé des réponses ou des solutions des types territorial et sectoriel ou par matière première. Dans ces réponses, le WWF présente également des approches parmi lesquelles les droits des peuples autochtones et communautés locales, la conservation, la légalité de la production, les chaînes d'approvisionnement durable, les services environnementaux ainsi que la finance responsable. Mais, il y a aussi d'autres approches intégrées dont le REDD+, les juridictions ou territoires durables. L'interaction produite par les exposés de ces deux experts du département de communication et du programme forêt de WWF a permis une compréhension plus large de

ce que ce rapport a relevé ainsi que de la vision de cette ONG, en vue de juguler cette situation décriée.

Une étude qui tombe à point nommé
Dans ce rapport, le WWF relève, en effet, la continuité de la déforestation et la dégradation des forêts, en particulier dans les zones tropicales et subtropicales. Ce, malgré les engagements de déforestation zéro pris par les gouvernements et les entreprises, et plusieurs initiatives innovantes visant à mettre fin à la déforestation. Comme contribution, le Programme forêt du WWF a mené une analyse des causes, des tendances et des réponses qui l'a conduit à produire ce rapport inti-

tulé : « Fronts de déforestation. Moteurs et réponses dans un monde en mutation », visant à alimenter les débats sur l'efficacité des solutions actuelles et à aider le WWF à influencer les cadres politiques mondiaux sur la conservation des forêts. Ce rapport vise également, selon le WWF, à contribuer à souligner la nécessité d'un « New Deal » mondial pour la nature et les hommes, avec des objectifs clairs et ambitieux visant à mettre la planète tout entière sur la voie de la reprise d'ici 2030.

Notant que la presse était un instrument puissant de sensibilisation et d'information sur les questions environnementales, et relevant que le traitement des questions scientifiques, en général et environnementales, en particulier, peut quelquefois être ardu à mettre en œuvre ou souffrir de la concurrence d'autres sujets, le département de Communication et le programme forêts de WWF-RDC se sont résolus à inviter des journalistes couvrant les sujets environnementaux pour cet atelier dont l'objectif a été de leur permettre d'être informés sur les principales conclusions de ce rapport, qui servira, en outre, à initier des conversations plus poussées sur le sujet. A la clôture de cette rencontre, les deux départements du WWF-RDC se sont dits disponibles pour répondre à des préoccupations éventuelles des journalistes qui seront suscitées par la lecture du résumé du rapport remis à chacun, ainsi qu'à fournir d'autres éléments d'information dont ces derniers pourraient avoir besoin.

L.D.

BRUXELLES

Le nom de Sophie Kanza parmi les 15 retenus pour rebaptiser le tunnel Léopold II

La Région de Bruxelles-Capitale a lancé, le lundi 1er février, une procédure de changement de nom du tunnel Léopold II, le plus long tunnel de la Belgique. Durant tout le mois de février, les Bruxellois sont ainsi appelés à voter parmi 15 noms de femmes, dont celui de la Congolaise Sophie Kanza.

La procédure de rebaptiser le tunnel Léopold «pour symboliquement renforcer la place des femmes dans l'espace public» avait débuté en 2020, avec un appel à idées lancé aux citoyens et la réflexion d'un comité d'experts. Sur 13 000 propositions, dix noms, dont celui de Sophie Kanza, ont été plébiscités par le comité d'experts, tandis que les cinq autres noms ont été proposés par les Bruxellois. Le changement de nom officiel interviendra à la fin de la rénovation du tunnel, prévu dans le courant de l'année.

Aujourd'hui, explique l'organisme Bruxelles Mobilité, seules 6,1% des rues bruxelloises portent le nom d'une femme, ce qui, selon l'organisation, est peu représentatif du rôle social des femmes dans la ville, actuel et passé. Bruxelles Mobilité est l'administration de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des équipements, des infrastructures et des déplacements. Pour Celestina Jorge Vindes, libraire et citoyenne engagée, qui défend la candidature de Sophie Kanza, remplacer le nom de Leopold II, ce souverain qui a été négativement important pour le Congo, par le nom d'une femme comme Sophie Kanza, qui a connu la période coloniale, pourrait avoir une portée symbolique très forte.

Née le 8 février 1940 à Kinshasa

et morte le 2 avril 1999 toujours à Kinshasa, Sophie Kanza a été la première femme ministre de la RDC, Zaïre à l'époque. En juin 1961, elle a été la première Congolaise à terminer ses études secondaires. Elle s'est ensuite installée à Genève pour obtenir une Licence en sociologie. En 1964, elle est la première femme congolaise à obtenir un diplôme universitaire. Entre 1966 et 1970, elle est la première femme à occuper un poste ministériel en République démocratique du Congo, Zaïre à l'époque. Elle a été commissaire d'État (ministre) des Affaires sociales de 1966 à 1968. De 1969 à 1970, elle a été ministre d'État des Affaires sociales.

Sophie Kanza a ensuite repris ses études aux États-Unis et obtenu un doctorat en sociologie à l'université de Harvard en 1977. Dans les années 1980, elle a aussi été membre du Conseil d'administration de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ; directrice générale adjointe à l'Unesco (1981 à 1985) et chargée de mission auprès du directeur général de l'Unesco (1985 à 1988).

Les 14 autres noms retenus

Les autres noms figurant sur la liste sont Andrée De Jongh, (1916-2007), fondatrice du réseau d'évasion Comète, le seul



Sophie Kanza

réseau mis en place et dirigé par une femme pendant la Seconde Guerre mondiale en Belgique ; Rosa Parks (1913 – 2005), icône du mouvement des droits civils aux États-Unis et dans le monde ; Annie Cordy (1928 – 2020), chanteuse et comédienne belge née à Bruxelles ; Chantal Akerman (1950-2015), cinéaste belge, considérée comme l'une des plus grandes figures du cinéma moderne ; Isala Van Diest (1842-1916) ; la première femme médecin en médecine

générale, chirurgie et obstétrique. Elle était également féministe et membre de la Ligue belge du droit des femmes ; Marguerite Yourcenar (1903-1987) écrivaine et première femme à être choisie comme membre de l'Académie française en 1980 ; Wangari Muta Maathai (1940 – 2011), la première femme africaine à recevoir le prix Nobel de la paix pour "sa contribution au développement durable, à la démocratie et à la paix" ; la Reine Astrid, Reine bien-aimée

des Belges (1905-1935), empathique et philanthrope ; Marie Curie (1867 – 1934), la première femme à recevoir le prix Nobel, et la seule à avoir été récompensée dans deux disciplines scientifiques différentes ; La reine Elisabeth (1876– 1965) a pris des initiatives de pacification pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Grandeoureuse de la musique, elle a fondé le Concours Reine Elisabeth ; Semira Adamou (1978 – 1998) incarne la lutte des femmes pour la dignité et la résistance aux politiques inhumaines d'asile et de migration. Semira Adamou a résisté à cinq tentatives d'expulsion. Lors de la dernière, le 22 septembre 1998, elle est victime de violences policières, menottée aux mains et aux pieds et pliée en deux avec un oreiller devant sa bouche. Elle meurt d'une hémorragie cérébrale. Son décès et son combat provoquent une flambée du débat sur les procédures de migration et d'asile en Belgique ; Simone Veil (1927 – 2017), femme politique française, surtout connue pour la loi qui dépénalise l'interruption volontaire de grossesse ; Antoinette Spaak (1928 - 2020), la première femme présidente d'un parti politique en Belgique et Marie Popelin (1846-1913), juriste belge, pionnière des droits des femmes.

Patrick Ndujidi

COMMÉMORATION

Quatre ans après, les souvenirs d'Etienne Tshisekedi toujours vivaces

La cérémonie commémorative du quatrième anniversaire du décès de feu Etienne Tshisekedi wa Mulumba s'est déroulée, ce lundi 1er février 2021, au Mausolée Kindobo dans la commune de la Nsele où son corps repose pour l'éternité.

Le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a personnellement pris part à cette manifestation commémorative qui s'est révélée un moment d'intense émotion sur fond de réminiscence du combat pour la liberté mené par son géniteur en vue du triomphe de la démocratie et de l'Etat de droit en République démocratique du Congo.

Intervenant en premier, Monseigneur auxiliaire Ndaka a rappelé l'idéal politique qu'incarnait, de son vivant, feu Étienne Tshisekedi qui passe aujourd'hui pour le symbole de la résistance et un modèle de vertu républicaine. Pour sa part, le président a.i de l'UDPS, Jean Marc Kabund, a loué le combat du parti, mené sous la houlette du « Sphinx de Limete » pour l'avènement de la démocratie et l'instauration d'un



Etienne Tshisekedi

l'État de droit.

Né en 1932 au Kasai central et décédé en février 2016 à Bruxelles, au Royaume de Belgique, Etienne Tshisekedi devient, en 1960, membre du Collège des commissaires généraux, le gouvernement provisoire mis en place par Joseph-Désiré Mobutu à la suite d'un coup d'État. En 1965, il est nommé ministre de l'Intérieur et des Affaires coutumières dans le gouvernement de ce dernier. En 1982, il participe à la fondation de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Il a été Premier ministre à deux reprises : du 29 septembre au 1er novembre 1991, et du 15 août 1992 au 5 février 1993.

Plusieurs fois relégué dans son village natal de Kabeya Kamwanga en représailles au combat

mené contre le régime dictatorial du Maréchal Mobutu, il se montrera intrépide, inflexible et très déterminé à atteindre les objectifs pour lesquels son parti avait été fondé jusqu'à la décadence du mobutisme en 1997.

Hormis maman Marthe, la mère biologique du président de la République, le président a.i du parti, Jean Marc Kabund, le secrétaire général Augustin Kabuya, et plusieurs autres personnalités, députés nationaux et provinciaux, mais aussi les membres de divers partis politiques ont rehaussé de leur présence cette célébration.

Figure politique majeure de la RDC, Etienne Tshisekedi lègue à la postérité un héritage énorme en termes de résistance et de constance politique.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

Le Mouvement des jeunes présidentiels implanté dans la ville océane

Après Brazzaville et le Niari, le mouvement politique que préside Donald Mobobola a séjourné la semaine dernière dans la capitale économique dans le cadre de la campagne de structuration de sa base en vue de l'élection présidentielle de mars 2021.

Donald Mobobola était accompagné d'une grande délégation composée des membres de la coordination nationale et des fédérations de Brazzaville et du Niari. Il a mis en place les instances dirigeantes du MJP dans les six arrondissements de la ville océane et à Tchamba-Nzassi avant de structurer le bureau fédéral de Pointe-Noire le 29 janvier au Mbongui. Composé de treize membres, ce bureau est présidé par Alain Jean Claude Balendé qui, dans son mot de circonstance, a remercié le président de la coordination et tous les camarades membres du mouvement pour la confiance faite à son égard. Il a pris l'engagement de mobiliser les jeunes afin d'assurer la victoire de leur candidat dès

le premier tour. « *J'invite tous les jeunes à se joindre autour de ce mouvement afin que chacun porte sa pierre à la construction de l'édifice pour bâtir un Congo nouveau, dépourvu de haine, un Congo uni, fort, riche et prospère* », s'est exprimé le président de la fédération MJP Pointe-Noire. Il est nécessaire pour les jeunes de booster notre démocratie vers les horizons meilleurs, a-t-il souligné. « *Nous sommes à la croisée des chemins... Les jeunes de Pointe-Noire ont une fois de plus trouvé un espace à travers lequel ils vont s'exprimer et décider de leur future. Nous avons dit oui au parti MJP, oui pour le soutien indéfectible à la candidature du président de*



Des membres du bureau exécutif de la Fédération de Pointe-Noire/Adiac

« Nous sommes à la croisée des chemins... Les jeunes de Pointe-Noire ont une fois de plus trouvé un espace à travers lequel ils vont s'exprimer et décider de leur future. Nous avons dit oui au parti MJP, oui pour le soutien indéfectible à la candidature du président de la République pour sa réélection dès le premier tour de l'élection de mars 2021 »

la République pour sa réélection dès le premier tour de l'élection de mars 2021 », a-t-il indiqué.

Les jeunes ont aussi dressé une motion de soutien au président de la République pour sa victoire écrasante dès le premier tour.

Clôture des travaux de l'as-

semblée générale constitutive de la fédération de MJP Pointe-Noire, le président de la coordination nationale, Donald Mobobola, a invité les jeunes à s'unir autour d'une même idéologie pour décider ensemble de leur avenir et de dire non au tribalisme et au régionalisme

car, « *Le Congo est un et in divisible* ».

Soulignons que le Mouvement des jeunes présidentiels a été créé le 17 novembre 2020 à Brazzaville. Après Pointe-Noire, la campagne se poursuivra dans le département du Pool.

Charlem Léa Itoua

JUDO

Le comité de normalisation invite les judokas au calme

Alors qu'une rumeur circule depuis quelques jours sur l'organisation de l'assemblée générale électorale de la Fédération congolaise de Judo le 17 février 2021, Me Aya Caloger, membre du comité de normalisation de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées s'est adressé aux judokas de Pointe-Noire, le 28 janvier, les appelant au calme en attendant la programmation d'une assemblée générale crédible.

Me Aya Caloger a informé les anciens et nouveaux judokas que l'assemblée générale électorale convoquée le 17 février par le bureau sortant n'aura pas lieu. « *Pour la rumeur qui court, notamment sur l'AGE programmée par le président sortant de la Fédération, je vous informe qu'en ma qualité de membre du comité de normalisation de la Fecojuda, nommé par le ministre des Sports et de l'Éducation physique, cette assemblée électorale n'aura pas lieu...* », a-t-il déclaré, car d'après une note de service signée par le ministre des Sports, la mission de convoquer l'assemblée a été confiée au comité de normalisation.

« *Le président du comité de normalisation convoquera l'assemblée générale électorale dans le strict respect des textes réglementaires en vigueur, notamment la circulaire n° 0455MSEP du 04 juin 2020, en vue de la tenue d'une assemblée générale électorale apaisée de sortie de crise* », stipule cette note mais, malheureusement le comité de normalisation a été confronté à plusieurs difficultés qui ont retardé la tenue de cette



Me Aya Caloger, (centre) Adiac

assemblée voulue par le ministère au plus tard le 19 décembre dernier.

Dans le même cadre, le président du Comité national olympique et sportif congolais, Raymond Ibata, dans sa lettre adressée au président de la confédération africaine de judo sur la crise que traverse cette fédération congolaise

de judo, a titillé sur le respect du corps électoral qui est la principale cause de ce conflit. « *En tenant compte des dispositions nationales qui voudraient qu'en l'absence d'un championnat national, pendant l'olympiade écoulée, le corps électoral ayant élu le bureau sortant soit recon-*

stitué du comité olympique.

Le comité de normalisation déplore le fait que le président sortant de la fédération ait convoqué une assemblée générale électorale le 17 février avec un nouveau corps électoral, ce qui n'est pas possible.

Après avoir passé son message, Me Aya Caloger a remercié les

doyens et tous les anciens du judo pour leur présence reconfortante et félicité enfin les judokas congolais pour l'amour qu'ils portent à leur art. « *En tant qu'autorité morale de judo, nous avons le devoir spirituel de protéger les vies humaines et personne ne sera tué pour le judo. Faisons confiance à l'Etat, le ministère des Sports et à son partenaire, le Comité national olympique et sportif congolais, de nous conduire dans l'apaisement vers l'assemblée générale électorale dans le respect de la circulaire ministérielle et du corps électoral de 2016* », a-t-il renchéri.

« *Dans l'attente des instructions ou des directives des membres de la commission nationale électorale et du secrétariat technique nommés par le ministre des Sports, j'invite les judokas congolais au calme et au respect de l'Etat. Puisqu'il est admis que personne d'entre nous ne peut braver l'Etat* », a-t-il dit, tout en confiant le judo, l'équipe de Diables rouges qui joue le chan au Cameroun et le Congo, entre les mains de Dieu.

C.L.I.

«...J'invite les judokas congolais au calme et au respect de l'Etat. Puisqu'il est admis que personne d'entre nous ne peut braver l'Etat»

EXPOSITION

« Elle se branche où la prise de conscience ? » de Sardoine Mia à découvrir jusqu'en mars

L'exposition de la jeune plasticienne congolaise, Sardoine Mia, met en lumière au sens propre et figuré plusieurs thématiques afin d'emmener la société à une prise de conscience sur ce qui est essentiel.

C'est d'un éclat gris argenté, doré, cuivre, bleu, rose et noir, que rayonne la vingtaine de toiles que Sardoine Mia a fixé au centre d'art contemporain, les ateliers Sahn, dans le cadre de son exposition intitulée « Elle se branche où la prise de conscience ? ». Ce thème révèle d'emblée le principal sujet mis en exergue : l'Homme dans la société. Face à la mystérieuse et existentielle question « Elle se branche où la prise de conscience ? », l'artiste plasticienne congolaise tente une approche de réponse plutôt observationnelle que moraliste dans cette vitrine, ode à la vie, qui décrit une recherche fournie et un suivi assidu et rigoureux. « *Je n'essaie pas de faire la morale à qui que ce soit. J'exprime simplement mon ressenti* », a-t-elle fait savoir. Cette exposition résulte notamment de ses deux résidences à Aarau, en Suisse, et au centre d'art contemporain, les ateliers Sahn à Brazzaville, ainsi que de la période du confinement. Lors du vernissage, le public a pu découvrir des toiles de tous formats et une installation en palier de panneaux A4 transparents, alternant images et textes.

Sur la plupart des tableaux en bâches et papiers pavoisés, on y voit des figurines, tantôt humaines, tantôt animales, des plantes et des objets. Dans un langage réaliste, teinté d'imagination et minimalisé aux détails fins mais vifs, l'exposition se présente également en textures d'écorces d'arbres, de murs écaillés sur des tons de palettes de



couleurs froides, le tout sous une technique acrylique, bombe et collage de fils. « *Je préfère travailler avec des couleurs métaux,*

parce que j'aime bien le côté brut et la subtilité. C'est pour-quoi, mes toiles laissent toujours paraître des fissures pour ne pas

que les personnages et les messages véhiculés soient perceptibles au premier abord », nous a confié l'artiste.

Sardoine Mia échangeant avec le public lors du vernissage de l'exposition Adiac

Pas flamboyant et transcendant, pourtant très narratif, le tableau a valeur de générique « Elle se branche où la prise de conscience ? » introduit, sans nul doute, la valeur de la lucidité. Autour de ce terme courant gravitent les intentions de Sardoine et sous ce même mot apparemment pacifique et moins énigmatique, sont réunis tous les maux qui font vent à la condition humaine dans le monde, tels que : la problématique du travail des enfants, les propos sexistes et obscènes à l'endroit des filles et femmes, l'écoresponsabilité des bien-pensants pour une nature moins massacrée, des conflits internes...

Comme l'a souligné Jemima Ignoumba dans sa critique, « *la conscience dans sa double-compréhension renvoie à un simple reflet et à une puissance fondamentale qui s'identifie au « moi », au « nous », au monde et à la responsabilité, synonymes de la prise de conscience* ». D'où le fait qu'il y a très peu d'autoportraits liés à la vie de l'auteure, car le but de ce travail vise avant tout à détacher son art de son histoire pour proposer une réflexion collective. Tout en remerciant les ateliers Sahn qui, depuis plusieurs années, l'aident pour ses résidences à l'étranger, l'accompagnent dans la formation, l'orientent dans ses réalisations et la soutiennent dans le mécénat, Sardoine Mia invite tous les brazzavillois à visiter son exposition, ouverte au grand public jusqu'au 1^{er} mars 2021.

Merveille Atipo

CHAN CAMEROUN 2021

Les Diables rouges entre satisfaction et amertume

A défaut d'atteindre les objectifs fixés à savoir se qualifier pour les demi-finales, les Diables rouges ont été, comme en 2018, éliminés en quarts de finale dans les conditions identiques.

Les Congolais ont été, cette fois-ci, battus par les Aigles du Mali 4-5 aux tirs au but après un score de 0-0 aux prolongations. En trois éditions du Chan, il manque toujours un petit grain de réussite aux Diables rouges pour franchir un palier lors de la phase finale du Chan. En l'absence d'un véritable meneur, (un joueur capable d'organiser le jeu et de faire à lui seul, la différence), ils ont été rarement l'équipe la plus séduisante du tournoi. La sélection A' n'a certes pas produit du beau jeu. Mais, elle a toutefois beaucoup progressé dans le collectif.

Les hommes de Barthélémy Ngatsono ont livré des matches intéressants au cours desquels ils ont dans la plupart des cas réussi à déjouer les adversaires qui avaient laissé bonne impression. La discipline tactique développée par les Diables rouges a empêché les équipes qui produisaient le beau jeu comme le Niger et



Les Diables Rouges éliminés en quart de finale du Chan

le Mali à s'exprimer. Ce n'était pas suffisant. Car pour gagner un match, il faut marquer des buts. Là où le bât blesse, c'est la ligne d'attaque surtout les avant-centres. C'était le maillon faible de cette équipe lors du Chan. L'équipe nationale souffre cruellement d'un manque d'attaquant capable de marquer des buts. Barthélémy Ngatsono a essayé dans cette édition des avant-centres sans que chacun d'eux ne puisse être décisif. Bersyl Obassi

a disputé trois matches pour zéro but marqué et une seule frappe cadrée contre la RDC. Jaurès Ngombé (deux matches) et Judea Mouandzibi (un match) n'ont pas réussi à se procurer des occasions. Yann Moukombo entré vers la fin de la rencontre contre le Mali aura été le plus décisif des attaquants congolais si son crochet puis frappe enchaînée n'avait pas été contrée de justesse par un pied malien. Les approximations des atta-

quants congolais ont été le principal obstacle dans cette compétition. En quatre matches disputés, le Congo n'a inscrit que deux buts : le premier grâce à l'inspiration d'un défenseur Prince Mouanza Mapata contre le Niger. Le deuxième but celui de la qualification a été inscrit par un milieu offensif Gautran Ngouénimba. Une moyenne en deçà des deux dernières participations. En 2014, les Diables rouges avaient joué trois matches pour trois buts grâce à sa ligne d'attaque. En 2018, les Diables rouges ont livré quatre matches pour 4 buts dont un inscrit par un défenseur. Les éliminations après les séances des tirs au but s'expliquent car si les Diables rouges avaient du répondant en attaque, ils allaient peut-être éviter les séances des tirs au but. Pour prétendre viser les étoiles lors des prochaines compétitions, les attaquants doivent jouer véritablement leur

rôle à savoir se montrer efficaces devant les buts. Car pour gagner un match, il faut marquer plus de buts que l'adversaire. Or, l'attaque congolaise marque peu.

Le mérite revient par ailleurs à la défense et au milieu du terrain, les deux secteurs sur lesquels se reposent le beau parcours de l'équipe Chan. Les joueurs ont été à la hauteur de la compétition. Pour preuve, ils ont réussi à faire le dos rond à leurs adversaires. Les Diables rouges ont pu maintenir leur avance d'un but face à la Libye (1-0) puis ont tenu le 0-0 jusqu'au terme des prolongations contre le Mali sans pourtant réveiller les vieux démons des fins de match souvent fatidiques. D'ailleurs les deux buts qu'ils ont encaissés dans ce tournoi dont un sur penalty contre le Niger (1-1) et un autre contre la RDC (0-1) ont été dus à une faute technique du même joueur.

James Golden Eloué